

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

Diplômes d'études approfondies (DEA)

Histoire et civilisations

**CRIMINALITE ET PENALITE :
LE TRAFIC DE STUPEFIANTS
ET SES CONSEQUENCES
AU PAKISTAN**

Travail dirigé par :

Marc Gaborieau

Travail effectué par :

Saïma Ashraf

Année universitaire 1998-1999

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
<u>PARTIE I</u> : ORGANISATION DU TRAFIC ET LUTTE ANTI-DROGUE	11
Chapitre 1 : Production d'opium et d'héroïne au Pakistan	13
• Développement de la production d'opium au Pakistan	14
• Les routes de la drogue	19
• Le conflit afghan et l'opium	20
Chapitre 2 : Les mafias de la drogue au Pakistan	27
• Les familles pachtounes	28
• Les réseaux du trafic de drogue	30
Chapitre 3 : La lutte anti-drogue	35
• Les lois	35
• Les différentes agences	39
• Les programmes de substitution	44
Chapitre 4 : Les obstacles à la lutte anti-drogue	50
• La corruption	50
• L'argent de la drogue au service du militaire et du politique	55
• Une nécessaire unification des structures administratives	59

<u>PARTIE II : LA CONSOMMATION DE STUPEFIANTS AU PAKISTAN</u>	63
Chapitre 1 : Aperçu historique	65
• La consommation des drogues de l'antiquité à la partition	65
• La consommation de drogues depuis la partition	67
Chapitre 2 : Les causes de l'implication dans le trafic et la consommation de drogues	69
• Profil socio-économique du consommateur et du trafiquant	69
Chapitre 3 : Traitement et prévention de la toxicomanie au Pakistan	75
• Le problème de la désintoxication	75
• Développement du traitement et de la réhabilitation des toxicomanes au Pakistan	77
• La prévention	79
<u>PROJET</u>	89
<u>ANNEXES</u>	94
• Routes de la drogue (cartes)	95
• Production (carte)	98
• Narco-Etats (carte)	100
• Impact du conflit afghan (cartes)	102
• Sigles	105
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	107

INTRODUCTION

En lisant la presse pakistanaise, on s'aperçoit que le problème de la drogue prend une place croissante autant dans les rubriques de faits divers que dans les articles de société. Depuis peu, on voit apparaître des annonces visant à sensibiliser la population à un problème présenté comme un grave fléau touchant tous les tranches d'âge et toutes les catégories sociales. La multiplication de séminaires et débats dans les collèges et universités témoigne du même éveil¹. Ce phénomène semble faire écho à une pénétration croissante de la drogue dans la société pakistanaise. Même des milieux qui étaient autrefois étrangers ou en apparence imperméables au trafic d'héroïne (collèges, universités, tombeaux des saints) sont aujourd'hui touchés. Jusqu'à présent, ni l'État moderne, ni les structures traditionnelles (biradary² , panchayat³) n'ont su répondre à ce problème. Ces observations nous incitent à réfléchir à l'histoire du trafic et de la consommation de drogue et à l'évolution de la société pakistanaise tiraillée entre le respect des valeurs traditionnelles et l'adaptation à une réalité économique indifférente. En effet, ces comportements semblent aller de paire avec une crise d'identité, une perte des modèles de conduite, et avec les phénomènes socio-économiques liés à la globalisation.

Même si le Pakistan connaît apparemment les transformations habituelles des pays en voie de développement, de nombreuses questions se posent après l'observation des différents fgroupe

¹*Weekly Akbar-e-Jehan* semaines du 29 juillet au 4 août 1996, du 9 au 15 décembre 1996. *Daily Jang Lahore* du 26 août 1996, Lahore, Pakistan

Daily Nawa-i-waqt du 20 novembre 1996, Karachi, Pakistan

² Groupe social, clan, caste

³ Conseil extrajudiciaire tranchant les litiges au sein d'un clan, d'une caste d'un village et composé de 5 notables, doyens ou sages représentant la communauté.

sociaux confrontés au problème de la drogue. Dans une société qui vit au rythme des interdits religieux et sociaux, quelles peuvent être les raisons de l'intrusion de la drogue, alors que le gouvernement, les législateurs, les organisations non gouvernementales, les aides étrangères semblent jouer d'une panoplie étendue de moyens pour lutter contre la consommation et sanctionner le trafic ? Des structures de prise en charge et d'encadrement des malades paraissent également avoir été montées assez récemment dans ce même but⁴. Qu'en est-il réellement ? Les politiques de lutte anti-droque et de prévention sont-elles en adéquation avec l'évolution du phénomène ?

Le trafic et la criminalité ne sont pas toujours étrangers l'un à l'autre. Ils sont à envisager dans le contexte étudié comme parties de la même réalité. De même, la pénalité est productrice de dysfonctionnements importants. Traiter tous ces aspects séparément aurait pour effet de les décontextualiser et, ce faisant, de leur faire perdre toute pertinence.

L'article suivant regroupe sommairement la plupart des aspects du problème que se propose de traiter cette recherche. Seule une analyse approfondie des causes pourra saisir la matrice d'une société générant ce type de dérive.

"5,6 millions de morts-vivants au Pakistan ».

⁴ Encarts publicitaires parus dans les *Weekly Akbar-e-Jehan* de la semaine du 16 au 22 mars 1998 (p.64), et de la semaine du 17 au 23 novembre 1997 (p.77), Karachi, Pakistan



source : *Weekly Akbar-e-Jehan* du 9 au 15 décembre 1996, Karachi, Pakistan (p.20)

« Dans les ruelles de Karachi, dans ses bazars et sur ses trottoirs, on peut apercevoir des milliers d'accros qui sont autant de morts-vivants. "J'ai pu discuter des heures durant en leur compagnie. Mes conversations m'ont remis en mémoire l'enquête du gouvernement pakistanais sur les consommations de drogues (National Survey of Drug Abuse⁵) visant à obtenir des aides étrangères pour l'assistance des personnes concernées. J'avais en tête ces statistiques effrayantes : 24% des 120 millions de pakistanais héroïnomanes ! J'avais eu connaissance du soutien conséquent des États-Unis et de nombreuses organisations d'autres pays contribuant à hauteur de centaines de millions de dollars à la lutte contre "l'héroïnomanie". Mais cet argent ne finance aucune campagne d'information et de sensibilisation ni n'est dépensé au profit des malades. En réalité, ces sommes sont distribuées sous forme d'allocations à différentes ONG fictives. Les cadres de l'Administration en échange d'une commission allouent à ces "bienfaiteurs fictifs de la société" des centaines de milliers ou des dizaines de millions de Roupies. Les héroïnomanes ignorent ces malversations et ne s'en soucient guère. L'important c'est de trouver une dose, ce sachet rempli d'héroïne qui efface provisoirement les malheurs du monde.

⁵ Enquête Nationale sur la Consommation de Drogues

Selon le Rapport National sur la Toxicomanie de 1993, le nombre de consommateurs d'héroïne, de résine de cannabis, de ganja⁶ et d'alcool au Pakistan s'élevait à 3,1 millions d'individus. A la fin 1996, cette population est estimée à plus de 5,6 millions, ce qui représenterait une augmentation de 700 000 consommateurs par an. 87% des postes de police de la République Islamique du Pakistan ont connaissance des filières de la drogue qu'elles laissent opérer sous leur tutelle. Les consommateurs de drogues ont entre 15 et 30 ans mais cette tendance revêt un tour plus dramatique encore en s'attaquant de manière croissante aux enfants, aux jeunes filles et aux femmes. Dans de nombreux lycées de filles de Karachi, ce fléau s'est en effet propagé comme la peste. Amina, une étudiante de l'établissement situé entre le Karachi TV Center et l'hôpital Aga Khan (...), affirme qu'elle consomme afin d'oublier ses problèmes. Elle dit pourtant avoir "tout le confort du monde mais (ses) parents n'ont pas de temps à (lui) consacrer. Je peux faire ce qu'il me plaît, aller où j'ai envie, rentrer à n'importe quelle heure et même ne pas rentrer de la nuit si j'en ai envie. Personne ne me demande de comptes parce que personne ne se soucie de moi. Depuis 19 ans je suis une victime du fait que mes parents sont plus préoccupés par leur statut social que par moi ce qui m'a conduit à adopter cette mauvaise habitude, devenue aujourd'hui une nécessité. J'ai même influencé mes amies et nous consommons ensemble.

Où vous procurez-vous cette drogue ?

Dans la cantine du lycée, à la librairie. Sinon mon chauffeur sait où en trouver..."

Est-il difficile à la police d'attraper ces trafiquants d'héroïne, vendeurs de mort ? Non, si elle le voulait vraiment, il lui suffirait d'une semaine pour mettre fin à ce trafic...

⁶ Feuilles de cannabis

Supposons qu'elle ne connaisse pas les lieux de vente où les consommateurs des trottoirs se procurent leurs doses. Il suffirait de mettre ces zones sous la surveillance d'inspecteurs en civil.

Les dealers sont pour la plupart des vendeurs de feuilles de bétel, des petits commerçants et des mendiants qui en silence parviennent à écouler des centaines de doses. (...) mais ceux qui doivent faire respecter la loi le savent parfaitement. Ils ont néanmoins eux aussi leurs contraintes et les trafiquants sont très généreux à satisfaire leurs besoins. (...)

On estime que dans la République Islamique du Pakistan, les consommateurs de stupéfiants dépensent quotidiennement 672 millions de Roupies pour la satisfaction de leurs besoins. En ce moment, une dose de la qualité la plus médiocre coûte 40 Roupies. L'héroïnomane en consomme trois par jour et pour cela il lui faut trouver de l'argent ; il devient alors pickpocket, cambrioleur... et ne recule pas devant le terrorisme. Il ira même jusqu'à déposer une bombe à la demande d'un donneur d'ordre rémunérateur. Ce qui lui importe c'est de gagner de l'argent afin de satisfaire sa soif d'héroïne.

Ils sont parfois obligés de mendier, de démonter enjoliveurs et rétroviseurs de voitures qui se vendent au marché noir cinq fois moins que leur prix réel. Pour eux, toutefois, cette somme est suffisante. Les marchés noirs du Pakistan génèrent un chiffre d'affaire mensuel de 13,52 milliards de Roupies...!

La vie des intoxiqués est très courte mais ceci à peu d'incidence sur les débouchés du commerce de ce poison car lorsqu'un consommateur meurt, 9 sont prêts à prendre la relève.

La photo ci-dessus montre un homme assez âgé allumant la cigarette d'un enfant de 8 ans qui lui succédera après sa mort due la plupart du temps à une consommation abusive de drogues.

Il sera le nouvel intoxiqué. Ce faisant, il contribuera à l'expansion de ce commerce...

Selon une estimation, sur l'ensemble du territoire pakistanaïse entre 40 et 50 consommateurs meurent chaque mois.

Les doses, après avoir conquis les collèges, les lycées, les universités et les prisons, arrivent aujourd'hui jusque dans les hôpitaux. Vous serez étonnés d'apprendre qu'à l'exception d'un ou deux hôpitaux publics, la majorité ne possède pas de service spécialisé dans les cures de désintoxication. Les toxicomanes sont traités avec les malades psychiatriques qu'ils entraînent avec eux dans leur spirale. Les internes peuvent même leur vendre de l'héroïne au prix fort.

Ce qui est désolant c'est que les 203 ONG qui prétendent lutter contre la drogue et travailler pour le bien-être des consommateurs n'arrivent pas à juguler cette tendance de façon efficace en raison du coût très élevé des cures de désintoxication dans les hôpitaux spécialisés.

Un rapport établi qu'au Penjab et dans la région de la frontière du Nord-Ouest, on trouve plus de 800 "laboratoires" fabricant une héroïne de qualité supérieure qui alimentent le marché national et international en exportant vers les États-Unis, les pays d'Europe et du Moyen-Orient. Tout ceci contribue à dégrader l'image du pays.

Des sources secrètes nous apprennent que la marchandise transite par la gare ferroviaire de Lahore. Elle peut arriver également de l'Inde en passant par Delhi et Amritsar dans le Samjhota Express⁷ par l'intermédiaire de jeunes hommes et de jeunes femmes qui n'ont aucune connaissance de la source du trafic. Des centaines d'entre eux passent leurs jours à l'ombre des prisons pakistanaïses. Ils sont originaires du Bangladesh, Nigeria, Sri Lanka, Hollande, États-Unis et d'autres pays d'Europe mais on n'est pas encore parvenu à attraper un parrain à ce jour.

Les accros à l'héroïne de Karachi dont les dépouilles gisent sur les trottoirs tels des morts-vivants m'ont raconté que la dose leur était offerte la première fois. Par la suite le prix ne cessait d'augmenter. Ces entretiens m'ont enseigné que la plupart de ces

⁷ Samjhota Express : train qui relie Amritsar (ancienne capitale du Penjab indien) à Lahore (capitale du Penjab pakistanaïse).

individus étaient éduqués, issus d'une bonne famille mais leurs mauvaises fréquentations et un malaise quant à leur positionnement dans la société les avaient précipités dans cette situation... Ils veulent qu'on les prenne en charge et qu'on les soigne mais qui pourrait financer tout cela ? »

Le choix d'avoir reproduit cet article⁸ tiré d'un magazine pakistanais en langue ourdou à grand tirage et distribué dans le monde entier pour la diaspora et pour son information la plus vaste possible (en particulier celle qui a trait à la vie au Pakistan) correspond au désir d'aborder la problématique de la criminalité et de la pénalité dans ce pays à travers le regard d'une société sur elle-même. En effet, ce témoignage cristallise parfaitement la vision véhiculée par les médias et plus largement par la société islamique pakistanaise sur les problèmes liés à la drogue. Par l'utilisation d'un langage cru et imagé (« morts-vivants »), le journaliste a su retranscrire la réalité du problème sous tous ces aspects : la consommation, le trafic, la corruption, la perte d'identité de la société pakistanaise... Ce document constitue déjà un premier matériau, une source de faits sociaux dont on se propose de faire une recension afin d'analyser le problème dans sa totalité.

C'est au cours de la lecture d'articles de ce genre très abondants dans la presse pakistanaise que m'est apparu la réalité d'un phénomène aux aspects multiples :

- la situation géopolitique du pays dans une zone géographique dont l'histoire contemporaine est marquée par la production et l'exportation de stupéfiants (le croissant d'or; Afghanistan, Pakistan...)

⁸ *Weekly Akbar-e-Jehan* de la semaine du 9 au 15 décembre 1996, Karachi, Pakistan

- Le double discours des politiques qui renouvellent chaque année leur volonté de lutter plus efficacement contre le trafic de drogue et qui sont régulièrement impliqués dans des affaires de corruption, lorsqu'ils ne participent pas eux-mêmes au trafic ; le problème d'allocation à des ONG fictives de ressources visant à la lutte contre le développement de la consommation des drogues, d'une part. D'autre part, ce phénomène permet l'accès aux devises et à d'autres sources de revenus pour un large éventail de personnes liées directement ou indirectement à ces produits (le petit paysan, les propriétaires terriens, les trafiquants, les dealers, les fonctionnaires...)

- Le manque d'application du droit face à cette tendance malgré un arsenal juridique assez complet et solide pour sanctionner la production, la consommation, la détention, le trafic et le blanchiment

- la croissance de ce trafic et de la consommation au niveau local dans un contexte social favorisant la recherche de moyens pour s'échapper du cadre d'une société confrontée à la modernité

- affirmation de la valeur de l'individu face à la communauté, recherche du profit personnel au détriment des liens communautaires et familiaux, perte de repères, déstabilisation de l'individu due à une déstructuration du système d'interdépendance et d'entraide des "proches"

- contexte de chômage rendant les ajustements sociaux aux changements de la modernité difficiles pour les personnes sorties des cercles d'interdépendance et de secours mutuel

Ce travail tâchera, en premier lieu, de dresser le tableau le plus complet possible de la production de drogue et des actions menées pour lutter contre ce fléau au Pakistan ainsi que de replacer ce pays dans le contexte international et géopolitique de l'économie de la drogue.

Dans un deuxième temps, il s'agira d'analyser les comportements sociaux liés aux problèmes de la drogue, et les efforts réels mis en œuvre par le gouvernement pour faire face à une situation de plus en plus alarmante.

Ces deux premières parties feront également un recensement critique des documents disponibles sur le sujet (rapport des organisations internationales luttant contre le trafic de narcotiques, enquêtes sociologiques menées par des chercheurs nationaux et internationaux, articles de presse... etc.), la principale difficulté de cette recherche portant sur la fiabilité et les visées limitées que proposent un nombre restreint de sources.

Ce travail introductif mènera tout naturellement vers la présentation d'un axe de recherche future privilégiant la collecte de données de premières mains par le biais d'une enquête de terrain indispensable. C'est seulement par le souci accordé à l'observation et à la recherche du témoignage direct des acteurs que la problématique pourra être présentée de manière pertinente dans sa globalité.

PARTIE I

**ORGANISATION DU TRAFIC
ET LUTTE ANTI-DROGUE**

L’opium et surtout l’héroïne sont les principales substances produites et consommées au Pakistan (1,5 millions d’héroïnomanes sur 3 millions de toxicomanes).¹

Le trafic de stupéfiants reste très marginal au Pakistan avant la Partition. Il se développe dans les années 70 et prend vraiment de l’ampleur au début des années 80, pendant le conflit en Afghanistan. Le trafic s’organise et se complexifie très rapidement. ²

Les mafias de la drogue au Pakistan ont su profité de l’instabilité politique du pays, de la mauvaise coordination des actions menées par les différentes agences pour lutter contre le trafic de drogue à l’origine de l’inapplication des lois, et de la corruption, à la base de la défaillance du système pénal.

Pour remédier à ces problèmes, il est nécessaire d’unifier les structures administratives, de prendre des sanctions sévères à l’encontre des corrupteurs et des corrompus, offrir aux agences les moyens adéquats pour lutter efficacement contre le trafic, et appliquer les lois à tous sans exception.

Chapitre 1

Production d’opium et d’héroïne

¹ Rapport 1998-99 de l’Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD)

² Labrousse, Alain, *La drogue, l’argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991

Au Pakistan

Le Pakistan est un pays de transit et un important producteur d'opium et de cannabis destinés aux marchés nationaux et internationaux. Selon les estimations du Gouvernement des Etats-Unis, la production d'opium pour l'année 1996 auraient été de 75 millions de tonnes sur une surface de 3 400 hectares de cultures.

En plus de cette production, des quantités considérables de produits narcotiques afghans circulent sur le territoire avant d'être exportées vers d'autres marchés mondiaux. C'est majoritairement dans les zones tribales des frontières du Nord-Ouest (NWFP) que la matière première de l'élaboration de la morphine¹ est cultivée, récoltée avant d'être raffinée à l'étranger. On trouve également dans ces régions, associée à cette première culture, celle de l'héroïne² à des fins d'exportation et de consommation locale. On attribue l'importance toute particulière que revêt ce commerce dans l'économie locale à l'instabilité chronique de ces régions qui limite sérieusement toute tentative d'intervention à l'encontre des producteurs et raffineurs.

Les composants chimiques essentiels au raffinement de l'héroïne tel que l'acétique anhydride (AA) pénètrent le Pakistan par chargements relativement modestes en train ou dans des caravanes traversant le désert. D'autres produits chimiques arrivent dans le port du Karachi en

¹ La morphine est un alcaloïde (substance chimique d'origine végétale) présent dans l'opium. Elle est obtenue par des procédés extractifs classiques. La morphine est un analgésique (médication produisant l'insensibilité) et un hypnotique (substance provoquant le sommeil) et son usage répété conduit à l'accoutumance. Elle est donc inscrite au tableau B des stupéfiants (substances vénéneuses à usage thérapeutique)

² L'héroïne, ou chlorhydrate de diacétylmorphine, ou diamorphine, est un dérivé de la morphine. 0,10 à 0,20 g d'héroïne suffisent à entraîner la mort. L'intoxication chronique aboutit à une intoxication identique à celle de la morphine, caractérisée par une accoutumance et une assuétude à la drogue.

provenance d'Europe. De larges quantités d'AA sont acheminées d'Inde vers Jalalabad et l'Afghanistan sur les vols d'Ariana (la compagnie aérienne afghane). Une partie de cette substance prend ainsi le chemin des laboratoires des frontières du nord-ouest. La Chine est également associée à ce marché de substances nécessaires à l'élaboration chimique de l'héroïne.³

DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION D'OPIUM AU PAKISTAN

Le développement de la culture de l'opium dans le pays peut se diviser en cinq phases :

1947 - 1953

A cette époque, on recensait 100 000 consommateurs réguliers d'opium. A leur intention et pour le besoin des praticiens médicaux, on avait établi un système de vente de l'opium. En 1947, il existait 328 lieux de vente agréés.

Entre 1958 et 1964 leur nombre varie entre 289 et 668. Il y a alors 50 000 praticiens agréés de médecine traditionnelle (unanique, homéopathique et ayurvédique) qui utilisent des préparations à base d'opium dans l'exercice de leur science. Ces médecins (hakims) traitent l'insomnie, le diabète, les rhumatismes, les diarrhées, la dysenterie, les gripes et les problèmes digestifs. Dans le sous-continent indien, l'usage de drogue fabriquée à partir de pavot est un remède très ancien pour le traitement de toutes ces maladies.

Entre 1954 - 56

³ Rapport annuel du Ministère des Affaires Etrangères américain, *Stratégie Internationale du Contrôle des Narcotiques*, 1997

L'importation d'opium d'Inde cesse, en conformité avec le Protocole International de l'Opium de 1956. Il fallut donc commencer à le cultiver dans le pays. Cette mesure fut accompagnée de l'introduction de cultures licites de substitution dans un certain nombre de régions (les frontières du Nord-Ouest n'étaient pas concernées par ce programme) ainsi que de la création d'une usine à opium à Lahore. Des licences furent concédées aux paysans, en particulier dans la région de Gadoon Amazai (vallée de la Swat) qui devaient alors livrer leur production au gouvernement, lequel se chargeait d'approvisionner les boutiques spécialisées.

1957-1972

Cette période fut marquée par la légalisation de la production de l'opium dans certaines zones définies des frontières du Nord-Ouest et par son interdiction dans toute autre région. Une autre mesure devait avoir son importance : la Constitution de 1956 qui transfère le contrôle des cultures légales de pavot et d'opium du gouvernement fédéral à celui de la province de la Frontière du Nord-Ouest. On transfère également le département fédéral de l'opium et son personnel dans cette région.

C'est dans cette situation que se développèrent peu à peu les cultures illicites dont la production était clandestinement exportée en Iran. Ce pays où les cultures de pavot était légal, produisait alors 150 tonnes d'opium pour les besoins de l'industrie pharmaceutique mondiale. Plusieurs centaines de tonnes supplémentaires étaient détournées pour répondre à la demande d'environ 1,5 millions d'opiomanes et 50 000 héroïnomanes. Lorsque le Shah décida d'interdire les cultures de pavot en 1955, par un effet de vases communicants que l'on observe toujours dans les grandes régions productrices les productions afghanes et pakistanaises augmentèrent brusquement. On ne dispose malheureusement pas de statistiques concernant les productions illicites dans ces deux pays à cette époque, mais on dispose de données sur leurs productions légales, qui passent de 2,423 tonnes en 1955 à 11,855 tonnes en 1959. C'est donc

dans ce contexte et en raison de la demande internationale croissante d'opium et de ces dérivés que les cultures illicites de pavot se développèrent et ceci malgré la ratification par le gouvernement de la République Islamique du Pakistan de la convention dite "Single Convention"⁴ de 1964 liée à ce sujet. Le démantèlement de la « French Connection »⁵ et l'interdiction des cultures illicites en Turquie en 1972, crée un effet d'appel au Pakistan où apparaît la production de la morphine base⁶ au début des années 1970.

Mais c'est la rencontre d'une politique prohibitionniste et d'événements politiques et militaires qui va faire du Pakistan l'un des principaux pays producteurs d'héroïne.

1973-1978

Au cours de ces cinq années, le Pakistan Narcotics Control Board⁷ (P.N.C.B.) dépend de l'échelon provincial conformément à la Constitution de 1973. C'est à ce moment que le contrôle gouvernemental sur les cultures illicites devient de plus en plus inefficace face à une demande étrangère qui excède largement la production légale d'opium. On lance malgré tout des programmes pilotes pour les cultures de substitution sous la tutelle fédérale.

En ratifiant en 1978 son adhésion à la Convention Unique des Nations Unies sur les stupéfiants, le Pakistan, qui s'était également engagé à mettre fin aux cultures de pavot, annonce qu'il sera interdit de semer dès la fin de l'année 1979. Les paysans profitent de ce répit pour réaliser une production record qui passe de 500 tonnes en 1978 à 800 tonnes au printemps 1979.

⁴ Convention Unique

⁵ Filière française d'un trafic de drogue

⁶ Morphine brute, avant purification

⁷ Bureau Pakistanais du Contrôle des Narcotiques

De 1979 à nos jours

Sous la dictature militaire du général Zia en 1979, la consommation de l'opium comme celles du haschisch et de l'alcool ont été interdites. La loi prévoyait pour le trafic de ces drogues, sans faire de distinction entre elles, cinq ans d'emprisonnement, 30 coups de fouets et une amende. En 1983 la peine de prison fut augmentée jusqu'à 25 ans pour la possession de 10 g d'héroïne et d'1 kg d'opium.

La révolution en Iran et l'occupation de l'Afghanistan par l'Union Soviétique précipite les colonnes de réfugiés dans les frontières du Nord-Ouest qui devinrent le centre de la résistance afghane. En 1979, on passe l'ordonnance dite "Enforcement of Hadd" ordonnant la fermeture des points de vente d'opium. Selon cette législation, la production, la possession, le transport et le raffinement de l'opium deviennent matière pénale. Toutefois la culture n'est pas répréhensible. Comme cette nouvelle loi ordonnait la fermeture des 330 points de vente d'opium alimentant plusieurs centaines de milliers de consommateurs dans le pays, les trafiquants exportèrent la plus grande partie de cette production en Iran. Mais la révolution islamique qui éclate dans ce pays en janvier 1979 désorganise les circuits et affecte la consommation, laissant sur les bras des trafiquants des stocks considérables. Or le hasard fit que la récolte du Triangle d'or⁸, la première région productrice d'opium dans le monde, fut gravement affectée par la sécheresse et passa de 500/600 tonnes à 200 tonnes. Ce durcissement des lois signe le début du développement de manufactures d'héroïne et de l'émergence simultanée de sa demande. Celle-ci augmente effectivement très rapidement d'année en année dans le circuit national comme dans le circuit international tandis que de

⁸ Birmanie, Thaïlande et Cambodge

nouvelles zones géographiques s'ouvrent à la culture du pavot. Cette tendance est liée au manque de délégation des pouvoirs et des responsabilités aux différentes autorités provinciales et fédérales dans la lutte contre la culture et la création de laboratoires de transformation des narcotiques dans la ceinture tribale.⁹

Selon une enquête réalisée par le P.N.C.B d'Islamabad, le nombre d'héroïnomanes dépassait 1 million d'individus en 1988. On sait que les laboratoires de raffinage sont situés dans les collines de Chagai au Balouchistan et dans la ceinture tribale proche de Peshawar et Karachi. Ce rapport a estimé le nombre d'unités travaillant à la transformation chimique de l'héroïne à 200 sur l'ensemble du territoire pakistanais. Le Pakistan Narcotic Control Division recensait entre 3 millions et 4 millions de toxicomanes. En 1992 on comptait 360 000 consommateurs d'opium, autant d'alcool et le double de haschisch sous différentes formes.

LES ROUTES DE LA DROGUE

Les voies par lesquelles transite le trafic d'héroïne forment un réseau complexe¹⁰ de routes inter provinciales, de sentiers et même de rivières. Elles traversent les quatre provinces du Pakistan, la North-West Frontier Province¹¹ (NWFP), le Penjab, le Sindh et le Balouchistan, conduisant à l'Inde voisine, à la mer d'Oman, aux centres urbains et aux ports à partir desquels les chargements sont acheminés jusqu'aux marchés internationaux. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les records de

⁹ Sarah Safdar, *rapport inédit*, 1998, Département de Sociologie de l'Université de Peshawar

¹⁰ Labrousse, Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991.

Atlas Mondial des Drogues, *L'industrie de l'héroïne au Pakistan*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, PUF, septembre 1996.

Ikram-ul-Haq, *Pakistan From Hash to Heroin*, Annoor Printers and Publishers, Lahore, 1991.

¹¹ Provinces de la Frontière du Nord-Ouest

saisie d'héroïne soient pakistanais : 3,6 tonnes le 12 mars 1992 au Balouchistan ; 6,3 tonnes le 24 mars 1994 dans l'agence tribale de Khyber. Sur le plan international, le 6 janvier 1993, sont saisies 2 tonnes d'héroïne, ainsi que plusieurs tonnes de morphine base et 6 tonnes de haschisch, sur un cargo battant pavillon panaméen mais sous commandement turc, le « Lucky Star », arraisonné dans les eaux internationales de la Méditerranée, au large de Port-Saïd (Egypte).¹²

Parmi les principales routes utilisées figure d'abord celle reliant la NWFP au Penjab indien : Peshawar, Rawalpindi, Lahore, Ferozpur, Amritsar et New Delhi. Une autre route, à partir de Lahore, rejoint Multan et entre au Sindh par Bahawalpur. En dehors de celles-ci, il existe plus de 50 voies secondaires dont celles qui relient l'Afghanistan et la NWFP au Balouchistan : routes qui entrent au Balouchistan à partir de l'Afghanistan et pistes qui bordent la frontière afghano-pakistanaise jusqu'au Balouchistan. Sur la côte de Makran, la drogue est embarquée sur des bateaux de pêche dans les ports de Jiwani, Gwadar, Pasni, Turbat, etc., avant d'être transbordée au large sur des cargos.

Durant la première moitié des années 80, les contrôles exercés sur les exportations d'anhydride acétique par le gouvernement indien, à la suite des pressions internationales, freinent la transformation de la morphine base en héroïne. Ainsi, la transformation s'effectue de plus en plus en territoire turc.

LE CONFLIT EN AFGHANISTAN ET L'OPIUM

Avant la prise de pouvoir par les communistes en 79 et la guerre qui s'en suivit, le pavot n'est cultivé que dans moins d'une demi-douzaine des 25 provinces afghanes, en particulier le Nangahar, le Kandahar, le Balkh et le Badakhshan. L'opium est largement utilisé dans la

¹² Rapport de l'Observatoire Géopolitique des Drogues de 1998

pharmacopée paysanne et son usage en tant que stupéfiant socialement contrôlé, en particulier dans les régions isolées comme le Badakhshan. Les autres sous-produits du pavot ont divers usages : les graines donnent de l'huile de cuisson et du savon ; les tiges, de la teinture végétale ; la paille, de l'aliment pour bétail. Seule une faible fraction de la production annuelle afghane d'opium (200 à 400 tonnes) est exportée en Iran et en Turquie, pour être fumée ou transformée en héroïne. L'héroïne en provenance d'Iran fait son apparition à Kaboul au milieu des années 70 mais sur une échelle extrêmement limitée.¹³

Dix ans de guerre ont provoqué une extension considérable des productions, moins à cause des besoins en armes des moujahidins¹⁴, que de l'absence de contrôle du territoire par un gouvernement central. Les opposants au régime de Kaboul reçoivent en effet des quantités d'armes si considérables qu'ils n'ont pas besoin de l'argent de l'opium pour s'en procurer. Un économiste pakistanais a calculé par exemple qu'au milieu des années 80 l'aide des Etats-Unis et des organisations internationales s'est élevée en moyenne à 300 millions de dollars par an, tandis que la vente de l'opium ne rapportait que 21 millions de dollars aux paysans producteurs.

En réalité, les contrebandiers ont pu développé sans entraves leurs activités, et les paysans, dont les superficies cultivables ont rétréci du fait de la guerre et du bombardement systématique des plantations par l'aviation gouvernementale, ont été poussés à s'adonner à une culture plus rentable.

¹³ Atlas Mondial des Drogues, *L'industrie de l'héroïne au Pakistan*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, PUF, septembre 1996.

¹⁴ Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD), *Les productions illicites et le trafic de drogue au Pakistan*, Paris, janvier 1992. Selon un autre rapport de l'OGD, une partie de la production servirait néanmoins à financer l'achat d'armes.

Dans un deuxième temps, les commandants moujahidins comprennent l'intérêt d'exercer un contrôle sur la production et la commercialisation de l'opium. En 1988 la production se situe vraisemblablement entre 1 000 et 1 500 tonnes. A partir du moment où les gouvernementaux se replient dans les villes, en 1988, que les Soviétiques se retirent du pays, en 89, et qu'un nouveau gouvernement islamique s'installe à Kaboul en 92, la production explose.

Les causes de cette évolution sont d'abord économiques. Dans la région d'où se sont retirés les Russes et les gouvernementaux, les paysans peuvent recommencer à cultiver. Mais la destruction des infrastructures, en particulier des canaux d'irrigation et des réseaux de puits traditionnels, les karèz, fait que le pavot, culture peu exigeante, présente des avantages incomparables. A partir de 1989 essentiellement, les réfugiés (plus de 3 millions parqués dans des camps, notamment au Pakistan) commencent à rentrer du Pakistan pour reprendre leurs terres. De nombreux réfugiés quittent également l'Iran pour se réinstaller dans le sud du pays. Depuis 92, les retours ont pris un caractère massif. Les Nations Unies, qui encouragent ce mouvement en donnant 130 dollars et 300 kilos de blé à ceux qui rendent leur carte de réfugiés, estiment qu'à la fin de l'année 94 plus d'un million et demi d'entre eux sont rentrés du Pakistan. En dépit des violents conflits dont Kaboul est le théâtre, les retours se poursuivent, bien qu'à un rythme beaucoup plus lent. D'autre part, 500 000 habitants de la capitale gagnent les zones rurales où la situation est en général beaucoup plus sûre. Dans un pays dévasté par la guerre, et dont les pays occidentaux se désintéressent depuis qu'il n'est plus le théâtre d'un affrontement Est-Ouest, beaucoup de ces réfugiés sont certainement tentés de cultiver le pavot. Il est remarquable en particulier qu'un nombre important des 700 000 réfugiés qui sont retournés dans l'est du pays, soient revenus dans la région du Nagahar, l'une des principales zones de production d'opium.

Une autre cause de l'explosion des productions est la volonté d'un certain nombre d'officiers de l'armée de se prémunir, à partir de janvier 92, contre l'arrêt de livraison d'armes de la part des Etats-Unis, annoncée à l'automne 91. D'une façon générale, la tendance à la tribalisation du pays, depuis la chute du pouvoir communiste, renforce le rôle de la culture de pavot comme moyen de l'autonomie des pouvoirs locaux.

Au printemps 1994, l'UNDCP¹⁵ fait effectuer la première enquête de terrain exhaustive dans toutes les provinces suspectes pour évaluer la production, d'où il ressort que les cultures de pavot s'étendent sur 80 000 hectares permettant de récolter 3 200 à 3 300 tonnes d'opium. Cette production place le pays devant la Birmanie, qui produit quant à elle entre 2 600 et 2 800 tonnes d'opium en 93-94. Les deux principales régions productrices d'Afghanistan, avec 1 500 tonnes chacune, sont le Nagahar à l'est et l'Helmand au sud. L'Uruzgan produit 150 tonnes, le Badakhshan, 50 tonnes seulement, et d'autres provinces comme Nimroz, Zabul, etc., quelques dizaines de tonnes.

Les cultures se font en général sur les meilleures terres et les rendements moyens par hectare sont de 30 kg d'opium « séché ». Dans la région de l'Helmland, où les cultures sont irriguées, le rendement est de 45 kg à l'hectare. Le kilo d'opium « humide » est payé aux paysans l'équivalent de 220 francs, et le « sec » 340 francs, par les collecteurs pakistanais. La vente de la production annuelle représente 220 millions de dollars, à l'échelle du pays. Il convient de signaler que les évaluations des Etats-Unis, qui se fondent sur les observations par satellites de la CIA, ne dépassent pas un millier de tonnes au printemps 1994.

¹⁵ United Nations Drug Control Programme (Programme de Contrôle des Drogues des Nations Unies)

Le bénéfice pour les commandants locaux s'accroît également du fait qu'une part sans cesse croissante de cette production, au lieu d'être destinée aux laboratoires des zones tribales du Pakistan, est de plus en plus transformée en morphine base en Afghanistan.¹⁶

La guerre en Afghanistan eut un impact décisif sur l'implication du Pakistan dans le trafic de drogue. C'est en effet à partir de 1979, avec le déclenchement de la guerre et sous la tutelle du général Zia, que s'est mise en place l'industrie de la drogue. Les services secrets de l'armée pakistanaise, l'Inter Services Intelligencies (ISI)¹⁷, se sont vus confier par les Etats-Unis le monopole de la livraison de l'aide militaire internationale aux moujahidins afghans. L'ISI a profité de ce rôle pour prendre en main le trafic d'héroïne. Les camions scellés qui emportaient des armes dans les régions libérées revenaient chargés d'opium qui était livré aux laboratoires des zones tribales. Une grande partie de ce trafic avait pour but l'enrichissement personnel de certains militaires et constituait une prise en main par l'Etat pakistanais des ressources fournies par la drogue.

Le conflit afghan démontre comment des positions religieuses peuvent être utilisées pour justifier des stratégies habituellement inacceptables dans une société dominée par le religieux. Il a permis au Pakistan de consolider le pouvoir d'un groupe politico-religieux qui, par sa politique afghane, a voulu démontrer à la nation qu'il est possible d'utiliser le terme de la guerre sainte (Jihad), financée par des sources habituellement inacceptables, comme la drogue, pour combattre les infidèles sur le plan politique et militaire.¹⁸ Puisque le Pakistan est un pays qui représente une identité islamique, il est de son devoir de faire prédominer l'Islam dans la région, peu importe les moyens utilisés. Cette stratégie est niée par les autorités

¹⁶ Atlas Mondial des Drogues, *L'industrie de l'héroïne au Pakistan*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, PUF, septembre 1996.

¹⁷ Services secrets pakistanais

¹⁸ Syed, Imran Akbar, *Géopolitique des narcotiques en Asie du Sud-Ouest de la période coloniale à nos jours*, année universitaire 1993-1994.

politiques et militaires au Pakistan, mais elle demeure le point central des activités militaires et consomme 30% du budget de la défense.¹⁹

Les sources ne permettent pas de déterminer l'importance relative du désir d'enrichissement personnel ou des aspects religieux dans la causalité du développement du trafic de drogue au Pakistan, ni d'éclaircir le paradoxe d'un pays violant les règles de l'Islam au nom même du principe sacré du Jihad.²⁰ Il semblerait en fait que la cause du trafic de drogue au Pakistan se situe à la confluence de ces ambiguïtés et de ces paradoxes. Ce travail abordera ces différents points dans les chapitres suivants.

Chapitre 2

Les mafias de la drogue

au Pakistan

Le Pakistan est considéré comme un narco-état, c'est-à-dire comme un pays dans lequel l'Etat ou un secteur de l'Etat est impliqué dans le trafic et utilise les profits du trafic de drogues⁹.

Deux ans après avoir pris le pouvoir au Pakistan, le 10 février 1979, le Général Zia-ul-Haq interdit la culture de l'opium, considérée « non-islamique » et met en place l'

¹⁹ Dépêche Internationale des Drogues, septembre 1991.

²⁰ cf. Coran 2 : 216

« Oh Prophète ! Tes compagnons t'interrogent sur les substances psychoactives qui les plonge dans un état de conscience altéré. Ils t'interrogent également sur l'argent gagné facilement. Réponds leur que les effets négatifs de ces deux choses sont bien plus grands à long terme que les avantages qu'ils ont pu en tirer à court terme... »

« Enforcement of Hadd »¹⁰, mais ne juge pas nécessaire de pénaliser la culture du pavot. Ces mesures, qui en apparence semblaient être un premier pas vers une législation efficace pour lutter contre le trafic de drogue, ont en réalité contribué à son épanouissement. Cette interdiction eut pour effet immédiat de doubler le prix du kilo d'opium. L'apport économique provoqua un véritable boom économique dans les Provinces de la Frontière du Nord-Ouest dont les vrais bénéficiaires n'étaient autres que les barons de la drogue issus pour la plupart des familles pachtounes. La lecture des différents rapports de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD), des sources provenant des services secrets occidentaux permettent de considérer comme fort probable l'implication du général Zia, de manière directe ou indirecte dans le trafic de stupéfiants au Pakistan³.

La principale difficulté réside dans le fait qu'il est très difficile de déterminer l'influence de la mafia de la drogue sur les politiques et inversement : les mafias ont-elles réussi à s'emparer totalement du politique ? Les politiques ont-ils un pouvoir quelconque sur les barons de la drogue ? Se sont-ils unis par intérêt ?

LES FAMILLES PACHTOUNES

Comme nous l'avons déjà vu précédemment, le général Zia lance une réforme d'islamisation du pays en 1979 et interdit la consommation d'opium, d'alcool et de

⁹ « La drogue dans les rapports nord/sud » - source OGD

¹⁰ Cette ordonnance interdit la vente publique de l'opium

³ Deux anciens chefs des services anti-drogue pakistanais déclarent être convaincus de la part active du Général Zia dans la mise en place des réseaux du trafic d'héroïne.

⁴ Rapport de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD) pour le ministère des affaires étrangères, *Production illicite et trafic de drogue au Pakistan*, 1992

haschisch. Dans le même temps, l'invasion soviétique en Afghanistan déplace des milliers de réfugiés dans les zones tribales, transformées en plaques tournantes du trafic d'armes et de drogue⁴.

La NWFP fut détachée du Punjab par les Britanniques en 1901 et divisée en trois entités administratives distinctes :

- districts intégrés où s'appliquent les lois de l'état fédéral pakistanais*
- les zones de juridictions spéciales : les FATA (Federally Adminstrated Tribal Areas ou Territoires tribaux), sous-administrations fédérales qui s'étendent pour l'essentiel entre la NWFP et l'Afghanistan ; et les PATA (Provincially Adminstrated Tribal Areas).*

Les FATA regroupent plus de 2 millions d'habitants appartenant majoritairement à l'ethnie pathane (pachtoune) et sont divisées en 6 zones : Bajaur, Mohamand, Khyber, Orakzai, Kurram, le nord et le sud Waziristan. Les lois civiles et criminelles de l'Etat pakistanais ne s'y appliquent pas. Cette situation remonte au traité de Gandamak en 1879, imposé par les Anglais au gouvernement afghan pour créer une zone tampon face à la menace de la Russie tsariste. La cession des territoires pathanes à l'Inde britannique devient effective en 1893. Après avoir essayé de soumettre les Pathanes, les Anglais préférèrent leur accorder un statut spécial d'autonomie dont a hérité l'état pakistanais en 1947. Les Afghans qui étaient majoritaires n'ont jamais admis cette division et ont appuyé la formation d'un Etat indépendant, le Pachtounistan, qui serait leur allié. Il n'existe pas de police nationale ou locale, ni de tribunaux dans les zones tribales. Le gouvernement pakistanais garde la souveraineté sur les axes routiers, les voies de chemins de fer et les

⁴

casernes. Ailleurs les seules autorités sont les « Jirgas », qui appliquent les lois islamiques et coutumières. Les zones tribales étant partiellement autonomes, ses habitants ne sont pas soumis entièrement aux lois interdisant la culture du pavot. Dans les régions situées sur la frontière pakistano-afghane, les premiers laboratoires de morphine base ont été installés en 1975. On dénombre aujourd'hui 150 à 200 laboratoires d'héroïne dans ces régions.

Les PATA sont des zones tribales administrées par le gouvernement provincial. Cette région abrite près de 2,5 millions d'habitants en majorité pachtounes. Ce sont d'anciennes principautés (Chitral, Swat, Dir) intégrées au Pakistan en 1969. L'autorité du pouvoir central est en pratique inexistante. Dir est une importante zone de culture du pavot au Pakistan. La spécialisation de la région dans la culture du pavot est liée à l'impact de l'invasion soviétique en Afghanistan. Leur retrait fait exploser la production.

Une partie du trafic est sous la protection des services secrets de l'armée pakistanaise et la production est largement contrôlée par les grandes familles pachtounes de l'héroïne. Environ une quinzaine des cinquante grandes organisations de la drogue au Pakistan sont pachtounes.

La première étape du trafic consiste à faire passer la drogue des zones tribales à celles qui sont contrôlées par l'Etat Fédéral⁵. Les Pachtounes, jadis caravaniers, sont aujourd'hui chauffeurs de bus et de camions. Après le haschisch d'Afghanistan et du Pakistan dont les Pachtounes font commerce depuis très longtemps, l'héroïne

⁵ Labrousse, Alain, *L'argent, la drogue et les armes*, Paris, Fayard, 1991

est aujourd'hui à l'origine de très grandes fortunes, comme celles de Haji Ayub Zakakhel Afridi qui passe pour être l'un des plus importants barons du trafic de l'héroïne. Les

Afridi sont des grands commerçants et leurs affaires s'étendent en Arabie Saoudite, dans les Emirats du Golfe, à Hong Kong où ils auraient participé au blanchiment de ⁵ l'argent de la drogue par la CIA au moment de la guerre du Viêt-Nam⁶. Haji Ayub s'était rendu aux Etats-Unis en décembre 1995 pour se constituer prisonnier et livrer aux services de renseignements des Etats-Unis des informations précises sur les réseaux civils et militaires de corruption, de racket et de trafic de drogue au Pakistan.

ORGANISATION DES RESEAUX DE TRAFIC DE DROGUE

Les réseaux du trafic de drogue au Pakistan mettent en relation différents groupes : barons de la drogue, services secrets, membres du gouvernement, grands industriels et terroristes.

Les services secrets de l'armée pakistanaise, l'ISI, dès le début du conflit afghan sont chargés par les Etats-Unis du monopole de la livraison de l'aide militaire internationale aux moujahidins afghans. L'ISI profite de ce rôle pour prendre également en main le trafic d'héroïne. La CIA, qui travaille en étroite collaboration avec l'ISI, connaît cette activité clandestine, comme c'était le cas pour ces alliés au Viêt-Nam.

C'est au niveau de l'investissement de l'argent de la drogue dans l'économie que s'établissent les liens entre les mafias civiles et militaires. D'une part parce que l'on a

⁶ ibid.

assisté durant la dictature à l'émergence d'une bourgeoisie de parvenus, composée d'anciens militaires reconvertis dans les affaires. D'autre part parce que la bourgeoisie traditionnelle de Lahore, voyant la pénurie chronique de devises, a fini par accepter d'associer les narco-industriels à ses affaires. Ces militaires reconvertis sont les concurrents modernes de la bourgeoisie indienne. Ils sont nationalistes, partisans du progrès nucléaire et d'une politique sud-sud et islamique.

Sur le sujet du blanchiment de l'argent de la drogue, un rapport interne des Nations Unies déclare que « l'on peut estimer que certains des fonds générés par les activités illicites pénètrent le système bancaire légal, en particulier depuis que l'achat de bons vendus par l'Europe a été facilité au début de l'année. » A partir de 1991 en effet, il est possible d'acheter ces bons comme des devises sans qu'il soit besoin de justifier leur origine.

Le rapport des Nations Unies ajoute : « une autre mesure récente qui, s'il n'y est pas porté remède, favorise le blanchiment de l'argent, en instituant le secret concernant les transactions bancaires. Il s'agit de l'ordonnance XXVI promulguée par le président au mois d'août 1992 afin de protéger les réformes économiques. Cette disposition est en contradiction flagrante avec les exigences de la Convention Unique (Single Convention) sur les stupéfiants de 1988 que le Pakistan a ratifié, car elle permet d'échapper à toutes sanctions concernant le blanchiment de l'argent.

L'année dernière, les boutiques vendant de l'or à Dubai ont constaté une forte augmentation de leurs ventes que les marchands n'expliquent pas par les fluctuations des marchés internationaux. Cette augmentation coïncide en réalité avec le retour des expatriés en juillet 1998 vers le Pakistan, l'Asie Centrale, l'Afghanistan, l'Inde, la Thaïlande et les Philippines. Peu avant, en mai 98, le prix de

l'once d'or était tombé de 319 dollars à 300 dollars⁷. L'or joue un rôle majeur dans les transactions au sein des différents trafics de drogues.

Les barons de l'or et de l'héroïne sont également présents sur les marchés britanniques, indiens et pakistanais.

Les activités des grands trafiquants pakistanais peuvent parfois prendre des aspects insolites. Ainsi, le récent scandale de la vache folle impliquait des Pakistanais. La boucherie qui fournissait la viande et les officiers des douanes qui faisaient passer en contrebande la viande vers la France faisaient partie d'un vaste racket aboutissant à des transactions qui profitaient aux membres du parti travailliste en Grande-Bretagne. La boucherie appartenait à Haji Sahib, l'un des plus gros investisseurs sur le marché des changes et l'un des barons de la drogue les plus influents. Il semble que les autorités britanniques, pakistanaises et indiennes soient au courant de ses activités ainsi que de ses liens avec les familles royales des Etats Arabes Unis. Il est considéré comme étant l'un des principaux blanchisseurs d'argent provenant du trafic de drogue et du trafic d'armes pour le compte de l'ISI⁸.

Enfin, la culture du pavot est étroitement liée au terrorisme international. La province afghane de Khost où les cultures de pavot abondent, est sûrement l'un des centres du terrorisme le plus important au monde⁹.

Les réseaux sont toujours extrêmement complexes. Au départ, le pavot est cultivé par de petits paysans pakistanais ou afghans pour lesquels cette culture est

⁷ Syed, Imran Akbar, *Rapport OGD*, 7 juillet 1998

⁸ *ibid.*

⁹ *ibid.*

devenue l'unique source de revenus. L'opium est vendu à des intermédiaires pakistanais, convoyé dans un laboratoire où il est transformé en opium. Les agriculteurs et les convoyeurs n'ont en réalité qu'un contact très limité avec les véritables organisateurs du trafic pour lesquels ils servent de main-d'œuvre bon marché. Les chimistes qui transforment l'opium en héroïne sont souvent d'origine étrangère. Enfin la drogue est transportée en direction des ports du sud du pays, des grands aéroports internationaux, et des grandes villes avant d'alimenter la marché international et le marché national.

A ce système de récolte-production-diffusion s'ajoute toute une structure servant à protéger le trafic. Bien souvent les convois sont protégés par les militaires eux-mêmes, les preuves impliquant un trafiquant détruites par un employé « maladroit »...

Les profits du trafic passent ensuite par un réseau de blanchiment tout aussi complexe s'étendant à Hong Kong, en Thaïlande, dans les Emirats, les pays du Golfe et Londres. Les transactions sur le marché des changes et celui de l'or principalement permettent de blanchir l'argent. Celui-ci vient ensuite remplir les coffres des grands barons de la drogue situés au sommet d'une pyramide où chaque échelon reste caché au suivant ainsi que de l'Etat pakistanais ou encore les caisses noires des services secrets.

Chapitre 3

La lutte anti-drogue

La législation concernant les narcotiques au Pakistan regroupe les Actes et les Ordonnances suivants :

- Opium Act de 1878 qui soumet la culture du pavot à l'octroi d'une licence par le gouvernement, réglemente la vente de l'opium au détail et limite à 20 g la quantité d'opium permise pour l'usage personnel.

- Excise Act de 1914 (Réglemente les taxes concernant les narcotiques)

- Dangerous Drugs Act de 1930

- The West Pakistan Prohibition of Opium Smoking Ordinance de 1960

- The Prohibition (Enforcement of Hadd) Order de 1979 qui revient sur les législations précédentes en interdisant complètement la production, la vente et la consommation d'opium.

Théoriquement, la loi de 1979 unifie les peines encourues pour les violations des réglementations. Elles vont de deux ans de prison à la prison à vie pour le trafic

¹¹ International Conference of Narcotics Law Enforcement (conférence internationale sur la législation concernant les narcotiques), PNCB, Islamabad, 1989.

d'opium, de coca et de leurs dérivés, le financement des activités liées au trafic, la possession de plus de 10 g de cocaïne ou d'héroïne ou d'un kilo d'opium ou de coca, le transport de ces substances¹².

Une seconde catégorie de lois a pour objet de mettre la législation pakistanaise en conformité avec les lois et les traités internationaux en matière de stupéfiants. Mais, assez curieusement, la Convention Unique de 65 n'a pas fait l'objet d'une application suffisante de ses recommandations. D'un point de vue opérationnel, dès 1973 avait été créé le Pakistan Narcotics Control Board (PNCB) pour répondre à l'article 17 de la convention qui recommandait la création d'un organisme particulier.

Enfin, toutes les agences gouvernementales qui sont concernées par le problème des drogues : douane, police, impôts, etc., ont leur propre réglementation.

La répression incombe à une infinité d'organismes qui dépendent de différents ministères du gouvernement fédéral ou provincial qui, non seulement ne sont en aucune façon coordonnés, mais qui le plus souvent se livrent à une concurrence effrénée. Selon la juridiction à laquelle est soumis le contrevenant, les peines peuvent varier de manière considérable pour le même délit. Lorsque le cas a été instruit, l'accusé peut être en effet déféré devant des juridictions extrêmement diverses : tribunaux spéciaux, juge des douanes etc... Les Cours d'appel sont elles-mêmes différentes en fonction de la juridiction qui a prononcé le premier jugement. Il n'existe enfin aucune procédure d'extradition spécifique aux problèmes de la drogue.

Les deux lois les plus importantes sont la Dangerous Drugs Act de 1930 et le Prohibition Order de 1979. La section 10 de l'acte de 1930 stipule que

¹² cf. pages suivantes pour plus de détail sur le contenu des différentes lois

quiconque « cultive ou récolte des plants de coca, fabrique ou détient de l'opium transformé sous une autre forme que celle permise par la section 4, importe au Pakistan, exporte du Pakistan, transborde ou vend de l'opium transformé sera puni d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement et/ou une amende.

Cette section ne s'applique pas à la culture ou à la détention de coca au nom du gouvernement. Quiconque a en sa possession une quantité d'héroïne ou de cocaïne de plus de 10 g d'opium brut ou de feuilles de coca de plus d'un kilo, trafique ou finance le trafic d'héroïne, de cocaïne, d'opium ou de feuilles de coca sera puni d'emprisonnement à perpétuité ou d'une peine au moins supérieure à deux ans. La peine peut être également assortie d'une amende.

Sous la section 13 du même acte, quiconque contreviendra à la section 7 ou qui ne respectera pas la condition du règlement prévu ci-dessous : importation vers le Pakistan, exportation du Pakistan ou transbordement d'une drogue dangereuse sera puni d'une peine d'emprisonnement à perpétuité ou supérieure à deux ans au minimum, la peine pouvant être assortie d'une amende.

La section 14 de l'acte stipule que quiconque contreviendrait à la section 8 ou à l'une des dispositions prévues sous cette section ou du règlement ci-dessous : quiconque importe ou exporte d'une province à l'autre, transporte, possède ou vend des drogues ou des feuilles de coca, produit de l'opium à usage médicinal ou des préparations à base de morphine, diacétylmorphine ou de la cocaïne doit être puni d'une peine d'emprisonnement à vie ou supérieure à deux ans pouvant être assortie d'une amende.

Ces dispositions établissent clairement que des peines sévères sont prévues pour l'importation, l'exportation, la possession et le trafic de drogues dangereuses. Si la quantité excède 10 g pour la cocaïne et l'héroïne, 1 kg pour les feuilles de coca ou d'opium brut, la peine peut aller jusqu'à une peine d'emprisonnement à perpétuité. De la même manière, le cannabis est également prévu dans l'acte et la possession de plus d'1 kg de cannabis peut être punie par une peine d'emprisonnement à perpétuité. Dans la pratique des peines de deux ans d'emprisonnement sont appliquées pour ces quantités, et de quatre ans en cas de récidive.

L'objectif du Prohibition Order de 1979 est de mettre en conformité les lois existantes concernant l'interdiction de stupéfiants avec la loi islamique.

La disposition amendée en 1983 stipule dans la section 3 que quiconque importe, exporte, transporte, produit, transforme, vend ou distribue ou bien permet la vente ou la distribution de drogues dans un lieu lui appartenant sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant dépasser 5 ans, à 30 coups de fouet au maximum, et/ou une amende.

La disposition de la clause 2 de la section 3 stipule que quiconque importe, exporte, transporte, produit ou trafique de l'opium ou des feuilles de coca ou des dérivés de coca ou de cocaïne, finance l'importation, l'exportation, le transport, la production ou le trafic de l'opium ou des feuilles de coca ou des dérivés de coca ou d'opium, sera puni à la prison à perpétuité ou à une peine de prison supérieure à deux ans, et à 30 coups de fouets au maximum ; la peine peut être assortie d'une amende.

Rien n'est prévu pour la possession de stupéfiants, dans les limites définies plus haut, à usage religieux.

Le trafic de drogue ou le financement de trafic de drogue est puni de peines d'emprisonnement quelle que soit la quantité de drogue concernée.

LES DIFFERENTES AGENCES

Au Pakistan, plusieurs agences ont pour fonction d'enquêter sur les affaires concernant les narcotiques, comme le Pakistan Narcotics Control Board (PNCB)¹³, les douanes, les rangers, les gardes côtes et la Federal Investigating Administration (FIA)¹⁴. Ces agences dépendent du gouvernement fédéral. Le département des impôts et des taxes et celui de la police dépendent du gouvernement provincial. En fait les affaires de drogue ne concernent qu'une faible part de la responsabilité des douanes, des gardes côte et de la FIA. Le plus gros du travail est fourni par le PNCB, le département des impôts et des taxes et la police. Même si la police joue un rôle important dans la lutte contre la drogue, celle-ci n'est pourtant pas l'une de ses priorités. Par conséquent, toute la responsabilité de la lutte contre la drogue revient au département des impôts et des taxes et au PNCB. Puisque le département des impôts et des taxes est en place depuis plus longtemps que le PNCB et dispose d'un personnel plus entraîné, il a acquis la réputation d'être l'organisme spécialisé dans le travail sur le terrain. Le département des impôts et des taxes de la province du Sindh a même sa propre police.

¹³ Bureau du Contrôle des Narcotiques Pakistanais

Lorsqu'un délit concernant les narcotiques est détecté par les douanes, les rangers ou les gardes côte, ces autorités poursuivent l'auteur de l'infraction en justice selon le Custom Act de 1969. L'auteur de l'infraction passe devant un juge spécial de même niveau qu'un juge de district. Sous le Custom Act, les peines d'emprisonnement ne dépassent pas 10 ans. Il est intéressant de constater que les prises des douanes, des rangers et des gardes côte sont très importantes car le trafic au Pakistan concerne des quantités très importantes.

La découverte de drogues de contrebande sur un accusé est suffisante pour l'inculper bien que des indices indépendants soient nécessaires. La défense consistant à dire que l'accusé convoyait de la drogue par peur de représailles n'est généralement pas retenue.

Les cours s'occupant des affaires de narcotiques comprennent les juges de première catégorie, les magistrats judiciaires, les juges spéciaux, les douanes. Les magistrats de première classe ont le pouvoir de donner une peine de plus de 3 ans d'emprisonnement. Les magistrats judiciaires délivrent des peines pouvant aller jusqu'à plus de 7 ans d'emprisonnement. Les cas concernant des quantités tolérées par la législation¹⁵ ne passent pas devant le juge de première catégorie ou le magistrat judiciaire. Ces magistrats sont compétents d'après la section 347 du code de la procédure criminelle pour transférer ce genre d'affaires devant la Cour Suprême, mais cela arrive rarement. Quand les quantités sont supérieures à celles tolérées par la loi, les affaires sont jugées devant la cour d'assises ou devant les

¹⁴ Agence Fédérale d'Investigation

¹⁵ cf. paragraphe sur les lois.

juges spéciaux ayant les compétences d'un juge de district et de cour d'assises. Il est de la responsabilité des différents organismes de s'assurer que les affaires sont instruites par des juridictions compétentes.

La procédure de mise en accusation des infractions concernant les stupéfiants est sérieusement paralysée par l'absence de témoins fiables. Le public est souvent menacé par les mafias de la drogue et n'ose pas témoigner contre les auteurs de ce genre d'infraction. Il n'existe pas au Pakistan de programme de protection de témoins, car l'Etat n'accepte pas de prendre ses responsabilités pour la protection des témoins, des informateurs et des repentis. La validité des témoignages est confrontée au manque de fiabilité des témoins. De plus, selon la loi concernant les preuves au Pakistan, un aveu volontaire fait à un officier de police n'est pas recevable.

En juin 1994, Benazir Bhutto crée l'Anti Narcotics Task Force¹⁶ qui rapidement réussit à saisir 500 kilos d'héroïne dans la ville de Peshawar dans le nord-ouest pakistanais. Le gouvernement, pour pouvoir continuer ses efforts dans la lutte contre la drogue avait besoin de l'aide européenne. En outre l'octroi de l'aide américaine concernant la lutte contre la drogue est soumise au processus de certification par lequel les Etats-Unis se réservent le droit de ne pas verser d'aide et de voter au sein des organisations financières internationales contre l'octroi de crédit à tous pays qui n'aurait pas pris les mesures suffisantes contre le trafic de drogue. C'est pourquoi Benazir Bhutto conduisit une politique correspondant aux objectifs définis par les Etats-Unis. Fin 1994, elle lance une campagne anti-drogue précédée par un arsenal

¹⁶ Corps expéditionnaire anti-drogue

législatif. La peine de mort est requise pour les trafiquants et les banques ont l'obligation de déclarer tout transfert financier suspect. Mi-avril 1995, Benazir Bhutto se déplace aux Etats-Unis. Cette visite est suivie de mesures spectaculaires destinées à lutter contre le trafic de drogue.

En 1997, le gouvernement pakistanais a mis en place une législation anti-drogue étendue comprenant des dispositions concernant le blanchiment d'argent et la complicité légale. Les laboratoires de morphine base et d'héroïne ont été repoussés jusqu'à la frontière afghane. En 1997, le gouvernement pakistanais a arrêté une personne pour l'extrader à la demande du gouvernement des Etats-Unis, mais l'affaire n'a pas abouti. Sur un total de 23 affaires d'extraditions liées aux narcotiques, certaines vieilles de plus de 6 ans, sont encore en cours. Les perspectives de coopération bilatérale ont été remises en question par l'arrestation d'un employé de longue date de la Drug Enforcement Agency (DEA). Depuis 1988, le Pakistan fait partie de la convention sur la drogue des Nations Unies.

Le gouvernement du Premier ministre Nawaz Sharif en février 1997 avait annoncé un nombre important de mesures et des initiatives juridiques. Ces mesures furent bien accueillies et jugées nécessaires, mais n'ont pas encore été mises en place. L'une des premières directives données par le Premier ministre était de d'ordonner aux agences d'arrêter le flux de drogue transitant par les aéroports internationaux pakistanais. Le gouvernement augmenta la surveillance et décida d'investir dans un équipement plus moderne. Le Premier ministre a également demandé que deux ordonnances concernant la lutte anti-drogue soient converties en loi, ce qui a donné

le Anti Narcotics Force (ANF) Act et le Control of Narcotics Substances (CNS) Act¹⁷.

La première loi permet l'institutionnalisation de l'ANF comme l'agence principale pour la lutte anti-drogue. La seconde loi s'étend à toutes les activités gravitant autour du trafic de drogue. Malgré de graves problèmes économiques, le gouvernement a approuvé une augmentation de 68% du budget de l'ANF. Le gouvernement a également réclamé qu'il soit donné à l'ANF un rôle opérationnel quotidien dans les aéroports internationaux pakistanais.

Le ministère pakistanais a demandé que soient établies des cours de justices spéciales pour juger les affaires concernant les narcotiques en harmonie avec le CNS, ce qui pourrait améliorer l'appareil judiciaire dans ce domaine. Deux nouvelles cours de justice sont déclarées compétentes sur différentes durées d'emprisonnement. L'Anti Narcotic Force propose de créer 10 cours spéciales qui auraient le pouvoir de régler toutes les affaires ainsi que 32 cours spéciales au niveau du district jugeant les affaires pouvant entraîner des peines d'emprisonnement de 2 ans au maximum. L'ANF a demandé au département législatif et judiciaire et au gouvernement provincial de donner son accord à la création de ses différentes cours de justice et de débattre des fonds à allouer pour ce projet. Malgré ces mesures provenant des plus hautes sphères de l'Etat et malgré la reconnaissance par le gouvernement pakistanais de l'augmentation de la toxicomanie, les résultats furent moins importants qu'en 1996, excepté une importante saisie d'opiacée.

¹⁷Loi sur la force anti-drogue et loi sur le contrôle des narcotiques

Dans les 11 premiers mois de l'année 1997, les agences ont saisi 8,1 tonnes d'opium, 4,2 tonnes d'héroïne et 100 tonnes de cannabis. Les saisies d'opium ont augmenté de 27% et celles d'héroïne de 18% mais les saisies concernant le cannabis ont diminué de 49%. Sur cette même période, il y a eu 41 285 arrestations pour trafic de stupéfiants. L'année précédente il y avait eu 48 945 arrestations. Sur la même période 1938 litres d'acétique anhydride (AA) ont été saisis alors qu'en 1996 147 litres avaient été saisis. La plus grande saisie d'héroïne et d'opium a été réalisée par la police des frontières du Baloutchistan, par la Police et par l'ANF. Sur les 910 kilos d'héroïne saisis par l'ANF, 75% étaient le résultat des enquêtes menées par la DEA.

LES PROGRAMMES DE SUBSTITUTION

Le district de Dir produit près de 40% de l'opium du pays. Un projet de développement alternatif, financé par l'UNDCP, a été mis en place à partir de 84. Il avait provoqué une réduction très progressive des cultures. Une baisse spectaculaire des superficies plantées en pavot (34,71%) avait été constatée au printemps 97. Selon les accords passés avec le gouvernement, il ne devait plus y avoir de pavot dans ce district en 98. Les représentants de l'UNDCP ont constaté, en mars, que les superficies semées étaient passées de 335 hectares à 500 hectares. Les autorités ont procédé à une campagne d'éradication, mais les résultats annoncés ne correspondaient pas à ce que les fonctionnaires de l'UNDCP pouvaient observer sur le terrain. L'organisme onusien a alors menacé de suspendre ses financements si des efforts plus sensibles n'étaient pas accomplis.

Dans la vallée de Nihag, la principale zone productrice, le gouvernement a fait procéder à une véritable opération militaire qui a duré du 20 avril au 6 mai 98 : 3000 soldats du Corps des Frontières, 5 transports de troupes blindés et 2 canons de 135 mm ont été déployés ; 320 membres d'une milice (Levi) et 400 soldats chargés d'arracher manuellement les plans de pavot ont également été mobilisés. Tous les membres de l'assemblée des anciens (jirga) commune aux tribus Sultan Khel et Painda Khel, ont été arrêtés après que les négociations sur l'éradication volontaire avec les représentants du gouvernement eurent échoué, en avril. Alors, environ 35% des cultures ont été éradiquées dans la vallée, mais 40 villages producteurs n'ont pas été touchés. Le général dirigeant l'opération a déclaré qu'il n'était pas possible de faire mieux en respectant la consigne du gouvernement de ne pas verser le sang (en décembre 95, une intervention similaire avait fait 30 morts). Bien sûr, même si les partis politiques, y compris le parti islamiste, ont finalement approuvé l'opération, le ressentiment est vif dans la région où les leaders tribaux ont déclaré : « Avant de s'occuper de nos cultures, que le gouvernement nous rétrocède les royalties provenant de la déforestation dont nous avons été victimes ». L'argument selon lequel la lutte contre les cultures illicites permet au gouvernement de prendre le contrôle de zones connaissant une autonomie de fait est à double tranchant.

Le 8^e projet quinquennal du gouvernement pakistanais comprend un chapitre sur les narcotiques insistant sur la nécessité d'un plan de contrôle des drogues au Pakistan, et prévoit l'éradication complète des cultures de pavot d'ici l'an 2 000.

Ce plan prévoit une réduction de la demande de drogues par le biais de campagnes de prévention et d'éducation, des programmes de désintoxication et de réhabilitation

pour les héroïnomanes, l'éradication des cultures de pavot, le démantèlement de tous les laboratoires et la réduction du trafic par le biais de mesures d'interdiction et de répression.

En 94, le Pakistan signait le Memorandum of Understanding¹⁸ avec l'Iran et l'United Nations Drug Control Programme¹⁹ concernant le trafic aux frontières.

Le programme de l'UNDCP²⁰ a pour but d'élargir la législation sur le contrôle des drogues et son extension dans les zones tribales, de réduire la demande nationale ainsi que la production d'opium par le biais du développement des cultures alternatives. Des mesures de répression sont également prévues.

Les activités de l'UNDCP au Pakistan se sont attachées dans les années 80 à réduire la production de pavot en favorisant les cultures alternatives. Plus récemment, le programme s'est tourné vers la réduction de la demande et la lutte contre le trafic de drogue.

Le gouvernement pakistanais a pris différentes mesures depuis 73 pour stopper la production d'opium dans la NWFP, où se concentre la plus grande partie des cultures. En 83 se met en place le Special Development and Enforcement Plan for Opium-Producing Areas (SDEP)²¹ qui prévoit l'éradication des cultures de pavot.

A ce programme s'ajoute le projet de développement du district de Dir (Dir District Development Project -DDDP) lancé en 85 et qui a aujourd'hui entamé sa deuxième phase.

¹⁸ Memorandum d'entente mutuelle

¹⁹ Le programme de contrôle des drogues des Nations-Unies

²⁰ United Nations Drug Control Programme (Programme de Contrôle des Drogues des Nations Unies)

²¹ Développement spécial et plan d'application des lois pour les zones productrices d'opium

Depuis le début des années 80, environ 40-50% de la production pakistanaise d'opium provient du district de Dir. En 83-84, environ 1 360 ha étaient consacrés à la culture du pavot. La superficie n'a cessé d'augmenter.

La culture du pavot est illégale dans le district de Dir comme dans le reste du pays. Cependant, le gouvernement a toujours été réticent à mener de vastes actions d'éradication, celle-ci entraînant de sévères difficultés économiques puisque la culture de pavot est pour bon nombre de paysan l'unique source de revenus. La situation est d'autant plus délicate que les habitants des vallées reculées ont une autonomie de fait et sont lourdement armés.

La première phase du projet fut d'améliorer les infrastructures de la région pour permettre son développement. Néanmoins, en l'absence de répression, de nombreux paysans continuèrent à cultiver le pavot. Les raisons de cet échec sont l'instabilité politique du Pakistan, la mollesse des actions gouvernementales et la mauvaise volonté des fermiers à participer à ce projet.

La deuxième phase du projet débute en 94, dont on attendit beaucoup, du fait d'un meilleur accès aux régions productrices, d'une motivation plus ferme du gouvernement de faire respecter la loi concernant la culture du pavot et de l'implantation des infrastructures prévues par la première phase.

L'objectif de cette deuxième phase était de contribuer au projet gouvernemental d'éradication totale des cultures de pavot.

Le projet a pour but de favoriser l'abandon des cultures en améliorant les ressources humaines de la région.

Les activités sont au nombre de six :

- une approche coordonnée pour modifier et améliorer l'agriculture, l'élevage et les métiers agro-forestiers.
- un contact direct avec les villageois de manière à les impliquer dans le projet
- La mise en place de liens solides entre le projet et les villageois
- l'amélioration des ressources humaines
- l'amélioration des services sociaux
- l'amélioration des infrastructures routières et électriques

Entre 92 et 96, la superficie totale des cultures de pavot a diminué de 87%, ce qui correspond à une diminution de la production de 67 Mt.

Quelles sont les causes de cette diminution ?

Parmi les facteurs qui sont à l'origine de cette diminution, les plus importants sont la résolution effective des autorités pour diminuer la production, la collaboration des fermiers dans la destruction des cultures et la surproduction d'opium en Afghanistan l'année précédente. Le développement des cultures alternatives mené par l'UNDCP et l'aide internationale y contribuèrent également.

Même si la mise en place du développement des cultures alternatives n'exerçait sur les paysans qu'une pression indirecte, l'UNDCP pense que son importance fut considérable.

Depuis 85, plus de 30 millions de dollars ont été dépensés en infrastructures par l'UNDCP dans la vallée du district de Dir. Les résultats sont visibles en ce qui concerne les infrastructures routières et électriques, les canaux d'irrigation, le travail de la préservation des sols, la déforestation... Le développement des infrastructures routières a une importance particulière puisqu'il a permis au commerce légal d'accéder aux soi-disant « zones cachées ». Les efforts ainsi effectués rendent

caduque l'argument de la plupart des agriculteurs qui refusaient d'abandonner la culture du pavot si rien n'était mis en place pour les aider à surmonter les difficultés économiques qui en découleraient.

Selon un rapport de l'UNDCP, portant sur la période 97-98, seulement 20% des cultures auraient été détruites. D'autres chiffres tendraient à corroborer la version officielle selon laquelle l'éradication aurait atteint des zones jusque là réputées comme « invincibles » (Sultan Khel / Pinda Khel).

On estime que 40 villages ont été épargnés par la campagne d'éradication dans la vallée de Nehag. ²²

Tous les chiffres de ce chapitre sont sujets à caution, notamment ceux du rapport de l'UNDCP, qui a tout intérêt à faire croire à l'efficacité du programme. En réalité, des sources neutres de l'OGD constatent une augmentation continue de la superficie totale des champs de pavot et de la production d'opium.

Le rapport de l'UNDCP reste également flou en ce qui concerne les mesures de la « deuxième phase » de son programme de développement et n'aborde quasiment pas le problème de la corruption.

Par contre, il expose clairement le manque de motivation des paysans à participer à l'éradication des cultures, non pas par souci d'enrichissement personnel, mais par celui de survie. Ce point est confirmé par d'autres sources et permet de mieux comprendre la place du trafic dans toute l'économie du Pakistan.

Le trafic, s'il est un fléau pour les consommateurs et leurs proches, reste néanmoins une source de profits miraculeuse pour un pays surendetté.

²² Rapport UNDCP, *Programme de contrôle des drogues pour le Pakistan : le projet de développement du district de Dir*, Vienne, 1998

Chapitre 4

Les obstacles

à la lutte anti-drogue

LA CORRUPTION

La corruption touche tous les niveaux de la société, ce qui empêche l'éradication totale de la culture de pavot, du trafic d'héroïne et des autres drogues et met un frein à l'arrestation des barons de la drogue. Ce phénomène est d'autant plus important que les agences chargées de lutter contre la drogue et le personnel chargé d'appliquer la loi sont eux aussi corrompus. Les partis politiques sont financés par l'argent de la drogue et les organisations criminelles utilisent la politique pour augmenter leur pouvoir. Elles négocient avec ces structures pour accéder à de nouveaux marchés. Ainsi, le Islami Jamhuri Ittihad (IJI), opposé à Benazir Bhutto lors des élections de 1993-94 a été soupçonné d'avoir été alimenté par l'argent de la drogue par les services secrets (ISI²³) qui ne souhaitaient pas l'arrivée au pouvoir de la fille d'Ali Bhutto. Dans la province du Sindh, les extrémistes du Mouhajir Qaumi Movement (MQM) finance leur parti grâce à leurs partisans, membres des douanes qui contrôlent les accès à Karachi, à Suqqr et à Hyderabad. Le baron de la drogue Haji Ayyub Afridi a été quant à lui soupçonné d'avoir financé la campagne du Parti

²³ Inter Services Intelligences (Service de renseignements)

du Peuple Pakistanais (PPP) de Benazir Bhutto. Haji Ayyub avait d'abord été député de l'Alliance Démocratique Islamique (ADI), le parti de l'actuel Premier ministre, Nawaz Sharif. Il a contribué à la chute de ce dernier en avril 93. Lorsqu'il lui a fait défection en compagnie des ministres et des élus des agences tribales. Il s'est rallié au nouveau pouvoir de Benazir Bhutto²⁴. D'autre part Munawar Hassan, membre du parlement allié de Benazir Bhutto avait été accusé de trafic de drogue. Cet incident a incité Bhutto a lancé une vaste opération contre la drogue en janvier 1995.

Les agences d'investigation (FIA) et les institutions chargées de contrôler les narcotiques (PNCB) sont en général également corrompues. On les accuse de protéger les trafiquants d'héroïne et de faciliter leurs voyages vers l'Europe. Les forces mises en place pour lutter contre le trafic sont mises en cause également (gardes côte, police anti-drogue, administration).

Le système judiciaire est lui aussi touché. Lorsque les acteurs corrompus sont accusés, ils sont rarement poursuivis car les dossiers et les preuves sont détruites²⁵.

L'ancien président du Pakistan Sardar Farooq Leghari avait lui-même déclaré que la mafia de la drogue avait réussi à pénétrer le pouvoir politique au plus haut niveau même s'il a refusé de nommer les barons de la drogue qui siégeaient au sénat et au Parlement. Il s'agissait en particulier des familles Khattak et Saifullah. Cette déclaration du président intervenait au moment où il était lui-même mis en cause par

²⁴ *Dépêche internationale des drogues* n°52, février 1996

²⁵ Syed, Imran Akbar, *rapport OGD*, novembre 1995

l'opposition et par des secteurs de l'armée pour ces liens avec la Mehran Bank Limited²⁶.

Lorsque à la mi-avril 1995 l'ex Premier ministre Benazir Bhutto rendit visite aux Etats-Unis elle mit en place des mesures spectaculaires permettant ainsi de faire des saisies record (6,3 tonnes d'héroïne) et démanteler 15 laboratoires. Cette saisie fut l'objet de plusieurs rumeurs car on avait accusé les tribus Afridi et Khattak de les avoir permises en échange du maintien à des postes importants dans le gouvernement et dans l'armée pour les membres de ces tribus. Pour faire bonne figure Haji Mirza Muhammad Iqbal Baig et Mohammad Anwar Khan Khattak avaient été extradés aux USA²⁷.

L'armée dirige le Pakistan pendant 25 de ses 48 ans d'existence et influence la majorité des décisions politiques, même sous administration civile. Aucun gouvernement civil n'a jamais osé diminuer les dépenses militaires qui représentent 40% du budget national.

Beaucoup de Pakistanais considèrent l'armée comme le garant de la stabilité du pays, le gardien du territoire face aux hostilités indiennes. Pourtant l'armée reste incertaine dans sa propre orientation idéologique depuis la fin de la dictature du général Zia et de ses efforts pour islamiser l'armée. De plus en plus le corps des officiers, recrutés autrefois dans les meilleures écoles et issus des familles de propriétaires terriens, est aujourd'hui composé de gens moins favorisés et dont la

²⁶ *Dépêche internationale des drogues n°35*, septembre 1994

vision est beaucoup plus islamique que leurs prédécesseurs. Beaucoup ont été inspiré par les « Jihad » en Afghanistan et au Cachemire, et sont fortement anti-américains.

L'armée ainsi que les fonctionnaires de l'Air Force sont souvent mis en cause. L'armée pakistanaise a été soupçonnée par les services secrets occidentaux d'être alimentée par les profits de l'héroïne, finançant ainsi l'achat de l'armement et les recherches nucléaires secrètes (achat d'uranium enrichi et du plutonium sur le marché noir de l'ex-URSS). Ces trafics ont commencé avec l'implication des services secrets de l'armée dans le conflit afghan et se poursuivirent dans le cadre de l'aide aux rebelles musulmans du Cachemire et du Tadjikistan. Ces militaires ont des liens familiaux avec des grands barons de l'héroïne des zones tribales et du Punjab²⁸. Les militaires proches du général Zia avaient été impliqués dans les affaires de drogue avec la Norvège. Cette affaire avait permis de désigner le vice-président de la Habib Bank qui gérât les comptes des officiers de l'armée pakistanaise permettant un rouage clé de la filière²⁹. Après l'arrivée au pouvoir de Benazir Bhutto un pilote privé du général Zia, le major Farooq Hamid avait été arrêté le 15 avril 1989. Il était un membre important de la connexion norvégienne. Il se chargeait, grâce à ces relations dans le gouvernement et dans l'armée de l'air, de faire parvenir la drogue à Londres, en Norvège, en Espagne et aux USA. D'autres militaires proches de Zia avaient été pris sur le fait. En 1981 l'un de ses aides de camp tenta de passer de l'héroïne dans l'avion qui emmenait le chef de l'Etat pakistanais à New York. Le 11 janvier 1987, le secrétaire du parlement pour la défense avait admis que sur 11 officiers arrêtés pour ce trafic, un seul serait condamné. Après la mort de Zia,

²⁷ *Dépêche internationale des drogues n°43*, mai 1995

²⁸ *Dépêche internationale des drogues n°35*, septembre 1994

²⁹ Labrousse, Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991

l'implication des militaires n'a pas cessé. Son héritier le Premier ministre Nawaz Sharif a lui aussi été accusé d'associer des trafiquants à son personnel administratif et militaire. Il avait dans une interview publiée par le Washington Post affirmé que ce que le chef d'Etat major de l'armée fédérale et le chef des services secrets militaires lui avait proposé au début de 1991 un projet consistant à vendre de l'héroïne sur une large échelle afin de financer des opérations secrètes. Mais cette interview avait été démentie par la suite.

Au début de l'année 1990, des officiers du fisc à Karachi ont déclaré au correspondant de l'OGD qu'ils estimaient à 140 le nombre d'officiers des forces aériennes impliqués directement dans le trafic de drogue et d'armes. Il est difficile de distinguer ceux qui sont en service commandé de ceux qui travaillent à leur compte ou de ceux qui poursuivent des activités à titre purement personnel, mais en mettant à profit les contacts pris dans le cadre de leur institution. En avril 1987, le chef d'escadrille des forces aériennes, Farooq Ahmed, a été arrêté à New York alors qu'il tentait de vendre 2 kilos d'héroïne. La drogue avait été acheminée dans un avion de transport des forces aériennes qui était censé prendre livraison de pièces détachées destinées aux chasseurs F-16 de fabrication américaine. La justice pakistanaise a condamné le collaborateur pakistanais de la DEA qui a permis l'arrestation de Farooq Ahmed. Un peu plus tard, un autre officier de l'armée de l'air est arrêté à Karachi lorsqu'on s'est aperçu que le même réseau faisait de la contrebande de matériel électronique en utilisant les vols de l'armée de l'air à destination de l'étranger. Le 16 avril 1997, un officier de l'ISI à la retraite, le major Munawar Shah, a été arrêté en possession de 2 kilos d'héroïne qu'il pensait acheminer à Londres. Il était également en possession d'uranium.

Le New York Time affirmait le 18 août 1988 : « le trafic de drogue a énormément augmenté depuis que le général Zia a pris le pouvoir... on pense que des personnalités importantes dans son gouvernement ont des liens avec les trafiquants de drogue ». L'une des personnalités du régime auxquels faisaient allusion l'article est sans doute le général Fazl Haq. Aucune preuve n'a pu être fournie contre lui, mais Benazir Bhutto écrit à son propos : « bien qu'il l'ait nié, le bruit a couru que la cheville ouvrière du trafic était le gouverneur militaire de la province frontière, qui restait à son poste depuis plus de sept ans alors que Zia avait destitué et remplacé à son gré les autres gouverneurs militaires ». Fazl Haq était responsable de l'aide militaire qui passait par la NWFP. Ses réseaux concernaient peut-être alors le conflit afghan et l'aide américaine aux moujahidins. Dans les milieux diplomatiques d'Islamabad, on pense que c'est l'ambassade américaine qui a obtenu que les charges concernant la drogue ne soient pas maintenues contre lui.

L'ARGENT DE LA DROGUE AU SERVICE DU MILITAIRE ET DU POLITIQUE

L'armée pakistanaise est soupçonnée par les services secrets occidentaux de puiser sur les caisses noires alimentées par les profits du trafic de l'héroïne une partie des fonds alloués à l'armement et à ses recherches nucléaires secrètes (en particulier l'achat d'uranium enrichi et du plutonium sur le marché noir de l'ex-URSS). Ces trafics ont commencé avec l'implication des services secrets de l'armée dans le conflit afghan et se poursuivirent dans le cadre de l'aide aux rebelles musulmans du Cachemire et du Tadjikistan. D'après le journaliste Lawrence Lifschultz, « une petite mais très puissante clique narco-militaire s'est constituée. Mais il est clair que parmi

le corps des officiers et de l'appareil de l'armée, un important groupe anti-narco a toujours existé », le général Zia exerçait vraisemblablement un arbitrage entre les deux factions.

Depuis décembre 96, selon des renseignements recueillis par le correspondant de l'OGD au Moyen Orient, les services secrets britanniques seraient au courant du soutien apporté par le Pakistan à plusieurs groupes fondamentalistes tels que le Lashkaré Tayyeba (soldats de Dieu Unique) et le Harakat-ul-ansar (Mouvement de l'hospitalité). L'armée pakistanaise utiliserait l'argent de la drogue pour financer notamment les activités d'une dizaine de mouvements islamistes actifs au Cachemire, tels que le Al Umma Harakat Ul Ansar, le Jihad-ul-Kashmiri ainsi que celle du Mouvement National des Musulmans Ouïgours et du Front de libération musulmane du Xian-Jiang, dont 2 000 membres ont trouvé refuge au Pakistan dans la région de Gilgit en mars dernier, suite aux émeutes dans la province du Xian Jiang, avant de rejoindre l'Afghanistan et être pris en charge par le milliardaire saoudien Ussama Ben Laden. Considéré comme le principal financier des mouvements islamistes dans le monde, il est soupçonné d'avoir commandité les attentats contre les bases américaines en Arabie Saoudite et contre le World Trade Center. Les représentants des mouvements comme le Harakat-ul-Ansar et le Jammaat-e-islami (le principal parti islamiste de la scène pakistanaise), installés en Europe, bénéficient du soutien financier des marchands d'armes pakistanais résidants en Belgique, en particulier ceux appartenant à la famille Khattak, originaires de la NWFP et très influente dans les hautes sphères militaires ainsi qu'au sein des ministères des affaires étrangères et de l'intérieur pakistanais³⁰. Les services secrets pakistanais ont des bases au Balouchistan et garde une main sur

³⁰ Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD), *La drogue au service du Jihad*, Paris, juin 1997

les réseaux d'héroïne mis en place durant la guerre d'Afghanistan. Les profits retirés du trafic permettent l'achat d'armement ou le financement d'opérations secrètes. Selon des sources policières norvégiennes, citées par le quotidien *Frontier Post* le 11 juillet 91, une douzaine de laboratoires d'héroïne fonctionneraient dans la ville de Muzzaffarabad située dans la région du Cachemire sous contrôle pakistanais et où sont entraînés les rebelles musulmans de l'autre partie du territoire sous contrôle indien. Des livraisons d'héroïne seraient destinées aux terroristes.

Les Etats-Unis ont utilisé les mouvements fondamentalistes islamiques comme instrument de leur politique de « containment ». En soutenant les groupes les plus extrémistes, ils ont favorisé l'affrontement de deux civilisations. L'Islam est une religion dont le but est d'organiser la société civile, sa vocation est mondiale ; l'Etat dans les sociétés occidentales est donc en concurrence avec l'Islam sur ses objectifs. Si les deux parties se tiennent sur leur position, l'affrontement est inévitable.

Le conflit du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan est une autre manifestation du fondamentalisme entretenu par l'argent de la drogue, et largement hors du contrôle du gouvernement pakistanais. Bien qu'il ait été demandé aux organisations d'aide aux fondamentalistes comme l'Islamic International Aid et le World Muslim Congress de leur fermer leur porte, elles sont toujours présentes dans les zones tribales.

Les Etats-Unis consomment 60% des drogues illicites en circulation sur le marché international des narcotiques. Le produit annuel de la vente aux Etats-Unis sur différents produits consommés atteint 110 à 140 milliards de dollars selon les estimations. Les dépenses sociales et de santé additionnelles des Etats-Unis pour lutter contre la drogue (police, désintoxication) ont été évaluées à 200 milliards de

dollars. Les liens entre le trafic de drogue et le terrorisme international ont été très tôt invoqués pour donner une réponse d'ordre politico-militaire à cette nouvelle menace. En instrumentalisant la lutte contre le trafic de drogue comme un outil diplomatique multilatéral, les Etats-Unis mènent donc une politique d'ingérence dans les zones clés de leur influence internationale. La lutte contre le trafic de drogue est devenue aux Etats-Unis l'un des premiers éléments de la stratégie américaine pour faire face aux nouveaux risques « transnationaux » et réorienter l'effort de défense.

Le soutien politique et financier des Etats-Unis aux groupes fondamentalistes afghans et pakistanais, à l'ISI qui a organisé le trafic de drogue, à la politique d'islamisation du général Zia, la probable participation de la CIA au trafic de drogue, sont autant d'actions font que la principale menace pour la sécurité des Etats-Unis se révèle être le fruit de sa propre politique étrangère.

Les sanctions économiques qui ont suivi les essais nucléaires de 1998 pourraient coûter 1,5 milliards de dollars au Pakistan alors que 1,7 milliards de dollars de la dette extérieure devaient être remboursés avant décembre 1998, rendant le recours à l'argent de la drogue plus que jamais nécessaire. Ensuite, la drogue continue de jouer un grand rôle géopolitique de premier plan, particulièrement entre les mains des services secrets de l'armée, dans les relations du Pakistan avec ses voisins : l'Afghanistan, l'Inde, la Chine et l'Iran. Enfin, la production et le trafic ont également un rôle de géopolitique interne dans le cadre de l'aggravation des conflits régionaux et ethniques qui pourraient conduire, à terme, à un éclatement du pays.

Si les efforts du gouvernement pakistanais sont sincères, 70 millions de dollars ont tout de même été employés à la lutte anti-drogue, les limites financières imposées par le FMI empêchent d'y accorder les sommes adéquates. De plus, les

programmes d'ajustement structurels imposés par le FMI sont rigoureux et s'accompagnent généralement d'une diminution des dépenses sociales. Les populations les plus pauvres de la NWFP doivent donc intensifier les cultures illicites pour assurer leur survie. Le lavage des narcodollars est, de plus, une des façons de permettre des rentrées au titre du service de la dette pour ne pas parler du remboursement de la dette elle-même. Les politiques de « guerre à la drogue » imposées par les Etats-Unis sont donc en complète contradiction avec les objectifs fixés par les institutions de Breton Wood.

Les mesures effectuées par le gouvernement Bhutto pour lutter contre le trafic de drogue, ont porté leurs fruits, Washington ayant réexaminé sa position vis-à-vis du Pakistan. Les relations pakistano-américaines étaient en effet mauvaises depuis la fin de la guerre froide. Mais la visite en 95 du secrétaire américain de la Défense, William Perry, indiqua un changement significatif. Lors de sa visite, William Perry déclara « Le Pakistan est la solution pour la paix et la stabilité dans cette partie du monde. C'est un modèle de modération pour le monde islamique et c'est la détermination dans son action pour la non-prolifération ».

Ainsi, même si les Américains sont tout à fait conscients du degré de corruption du pays et de ses dirigeants (notamment l'armée), ils n'hésitent pas à renouer des relations diplomatiques avec le Pakistan pour des raisons géopolitiques, le pays étant situé au milieu de trois conflits sanglants, en Afghanistan, au Tadjikistan et au Cachemire. Enfin le Pakistan apparaît aux yeux américains comme un allié potentiel face à une Russie de plus en plus instable.

UNE NECESSAIRE UNIFICATION DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

Les problèmes liés à la drogue dépendent de plusieurs ministères du gouvernement fédéral ou des départements des gouvernements provinciaux. Jusqu'en 1989, la coordination entre ces différentes instances s'est révélée extrêmement difficile. Pour pallier cette situation une Division pour le Contrôle des Narcotiques (NCD) a été créée à cette date sous l'égide du ministère fédéral de l'intérieur.

Mais ce nouvel organisme est entré en compétition avec le PNCB et a développé ses activités dans le domaine de la répression au détriment de celles qui étaient liées à la mise en œuvre de la coordination des différents organismes luttant contre le trafic de drogue. Elle n'a pourtant aucun pouvoir légal pour arrêter, faire des perquisitions ou toute autre activité proprement policière. En outre, le personnel n'a aucune qualification particulière. Tout ceci explique la création d'une Joint Narcotics Task Force (JNTF) qui regroupait les dirigeants du PNCB et des douanes. Ce nouvel organisme a également fait appel à des unités d'élite entraînées par la DEA.

La concurrence entre les services secrets et leurs homologues civils dépendant du ministère de l'intérieur, qui s'était manifestée lors du soutien apporté aux talibans afghans sous Benazir Bhutto, est toujours d'actualité sous Nawaz Sharif. Les services secrets militaires ont affirmé, à la fin du mois de décembre 97, avoir arrêté quatre Iraniens responsables de l'assassinat de quatre ingénieurs américains à Karachi, le 12 novembre. Les services secrets civils répliquent que ces quatre membres des tribus sunnites Nabi Islam et Buledi (violemment opposées au clergé chiite à Téhéran) étaient en fait des trafiquants de drogues et d'armes opérant le long de la côte de Makran, dans le sud du Balouchistan, sous la protection des

gardes côtes pakistanais et, indirectement, pour le compte du ministère de la Défense.

La Federal Investigation Agency (FIA), la Crime Investigation Agency (CIA) et la Joint Task Force of Investigation (JTFI) du ministère de l'Intérieur ajoutent que se sont leurs enquêtes qui ont permis lors de ces arrestations la saisie de centaines de kilos d'héroïne, d'une tonne de haschich (qui aurait depuis « disparue ») et d'une tonne d'opium, de lanceurs de roquettes électroniques, de munitions, etc... L'Inter Services Intelligence, le Military Intelligence³¹ et l'Anti Narcotics Task Force n'ont pas repris les informations de leurs homologues civils selon lesquelles les Iraniens étaient en fait de simples trafiquants de drogues, et cela afin d'exercer un chantage sur le gouvernement iranien en en faisant des terroristes à sa solde.

Ce chantage est un moyen de répondre indirectement à l'accusation du gouvernement de Téhéran selon laquelle le gouvernement pakistanais « manque de volonté politique dans la lutte contre la drogue ». Critique à laquelle sont d'autant plus sensibles les militaires pakistanais qu'un de leurs services renseignement-action, l'ISI, utilise des revenus provenant du trafic d'héroïne et de haschisch pour financer ses opérations « secrètes », en particulier en Inde. La version officielle pakistanaise ne pouvait en outre déplaire aux autorités américaines. Mais elle n'a pas fait long feu. En effet la responsabilité de l'Iran dans cette affaire est d'autant plus improbable que c'est un service d'informations iranien, le Mukhbrat Khariji, proche de la tendance modérée majoritaire au Parlement, qui aurait averti dès juillet 97 les services d'information militaires pakistanais du Balouchistan de l'évasion de trois trafiquants des prisons de Téhéran grâce à un policier. Leur tribu sunnite contrôle une partie du trafic d'armes et de drogues dans la région de Mand et

³¹ Renseignements militaires

Dalbandeen, proche de la frontière avec l'Iran. Ces activités illicites se conjuguent avec une campagne contre le gouvernement chiite de Téhéran.

Mais « la guerre des services » ne fait pas seulement rage entre civils et militaires. A l'intérieur de l'ISI, il existe également une tendance « modérée » qui s'oppose aux « intégristes ». C'est elle qui a laissé filtrer, à l'occasion des récentes expériences nucléaires pakistanaises, des informations sur le financement par l'argent de la drogue du programme de recherche qui les avait permises.

C'était la conviction depuis longtemps, de certains services secrets occidentaux, sans qu'ils aient pu en détenir la preuve formelle. Les membres des services secrets pakistanais opposés à ces expériences en auraient eu la certitude en « écoutant » les félicitations adressées par téléphone à cette occasion par le président du Pakistan, Chaudry Rafiq Tarrar, et par le Premier Ministre Mian Nawaz Sharif à Seth Hadji Amin Ashraf et à son frère Seth Abid. Ces deux financiers sont chargés des réseaux de financement « occultes » de la famille du président, notamment à travers des réseaux de blanchiment opérant aux Emirats arabes unis, en Grande-Bretagne, à Singapour et à Hong Kong.

PARTIE II

LA CONSOMMATION DE DROGUES

AU PAKISTAN

Chapitre 1

Aperçu historique

LA CONSOMMATION DE DROGUES DE L'ANTIQUITE A LA PARTITION

Dans le sous-continent asiatique, l'usage de drogue est une vieille pratique considérée comme un remède pour guérir les maladies³². C'est Alexandre le Grand, dit-on, qui, en traversant la région (327-325 av. J.C.) à la tête de ses armées, fit connaître au continent indien l'opium. Les Sumériens (6000 av. J.C.) l'avaient auparavant fait connaître aux Grecs qui associaient la plante sacrée à la déesse de la nuit, Nox, et au dieu des rêves, Morphée. Homère la mentionne et les médecins de l'antiquité, Hippocrate, Galien, Dioscoride l'utilisaient pour traiter les morsures de serpents, l'asthme, l'épilepsie ou les diarrhées. L'opium était par ailleurs connu des Egyptiens et des anciens Turcs de l'Anatolie, et les Romains le vénéraient au point de le faire figurer sur leurs pièces de monnaie. Mais la culture proprement dite du pavot n'a commencé sur le sous-continent indien que beaucoup plus tard. Marco Polo, observe des plantations à la fin du XIII^e s. au nord de l'Afghanistan et dans le

³² Safdar, Sarah, *rapport inédit*, Département de Sociologie de l'Université de Peshawar, 1998.

Badakhshan. L'opium se consommait sous forme d'une décoction dans laquelle on faisait bouillir des fibres de la capsule. Les conquérants moghols enseignèrent aux populations locales à inciser le bulbe pour recueillir la gomme. On l'utilisait alors comme médicament. On en faisait en particulier manger aux enfants pour les calmer, pratique qui subsiste aujourd'hui dans certaines régions de l'Afghanistan, comme aphrodisiaque, ou pour faire oublier le danger aux soldats. Les Moghols, qui, de 1527 à 1707, régnèrent sur l'Inde, firent de la culture du pavot et de la commercialisation de l'opium un monopole d'Etat. Sous l'empereur Babur (1524-1530), on commença à le cultiver sur la côte ouest, à Cambay et à Malwa. Sous l'empereur Akbar (1556-1605), le pavot devint une importante ressource pour l'Etat. Les Portugais soulignèrent les problèmes créés par l'habitude généralisée parmi le peuple de manger de l'opium. Mais l'usage de fumer ne se répandit qu'à la fin du XVII^es. et au début du XIX^es., quand le monopole de l'opium passa entre les mains des Britanniques. Les politiques concernant la drogue au Pakistan, en Afghanistan et en Inde remonte au XII^es³³. Sous l'empire moghol, la culture commerciale de l'opium était fortement taxée³⁴. Les cultures de substances narcotiques (principalement le pavot) restèrent une source de revenus importante pour les Britanniques. Ceux-ci, d'ailleurs, augmentèrent régulièrement la surface des cultures d'opium. Ces revenus leur permettaient de financer leurs luttes d'influence géopolitiques³⁵. Le commerce de l'opium, véritable manne financière pour la

³³ Ashraf , Malik Mohammad, *Menace of opiate abuse in Pakistan*, Pakistan Narcotics Control Board, Islamabad, 1987.

³⁴ Muhammad, Fateh, *A sociological study of drug trafficking with special reference to Karachi, Pakistan*, Département de Sociologie de l'Université de Karachi, 1998

³⁵ Syed, Imran Akbar, *Géopolitique des narcotiques en Asie du sud-ouest de la période coloniale à nos jours : l'héritage britannique, structure et fonction du commerce de l'opium*, DEA de Géopolitique, année universitaire 1993-94

compagnie des Indes Orientales, favorisait de plus la formation d'un groupe de partisans psychologiquement dépendants de sa consommation. L'importation de l'opium servait donc doublement la couronne. Premièrement elle permettait de rétablir la balance du commerce entre l'Inde et la Chine en faveur de la première. Deuxièmement l'opium abrutissant la population, sa soumission s'en trouvait facilitée. Le trafic d'opium garantissait un flux continu de profits aux marchands anglais opérant en Inde. Il assurait la vente des armes manufacturées dans d'autres colonies britanniques et permettait la création d'un lobby pro-britannique en Chine contre l'empereur.

D'autres substances narcotiques comme le cannabis, l'alcool et le tabac ont été régulièrement réglementées. La consommation de cannabis est très répandue. Sa culture ne fut jamais aussi taxée que celle de l'opium. Sa culture était permise par les gouvernements sauf sous l'empereur Aurangzeb qui ordonna son éradication complète. Cette tolérance se poursuivit sous le Raj britannique³⁶.

L'alcool fut importé par les conquérants venus du Nord³⁷ : Afghanistan, Perse, Asie Centrale, Europe occidentale.

Le tabac est introduit en Asie du Sud au début du XVII^es. par les portugais et par les pèlerins de la Mecque. L'expansion rapide de sa culture modifia de manière significative le visage du monde agricole au XVII^es. Bien que l'empereur moghol Jahangir en ait interdit sa consommation, les mesures restèrent inefficaces et ce fut sous son règne que la culture du tabac prit de l'ampleur jusqu'à devenir plus importante que les autres cultures.

³⁶ Ashraf, Malik Muhammad, *Menace of opiate abuse in Pakistan*, PNCB, Islamabad, 1987
Ikram-ul-Haq, *Pakistan from hash to heroin : beware our own survival is at stake*, Annoor Printers and Publishers, Lahore, Pakistan, 1991

³⁷ cf. autobiographie de Babur

LA CONSOMMATION DE DROGUES DEPUIS LA PARTITION

Avant les années 80, la consommation ne concernait que les drogues traditionnelles comme l'opium, le bhang³⁸, le charas (haschisch) et l'alcool. Au début des années 80 l'héroïne fait son apparition sur le marché des stupéfiants et une enquête menée par le gouvernement pakistanais et le UNDCP³⁹ montre une rapide augmentation du nombre d'héroïnomanes. L'opium arrivait en contrebande du Pakistan en Sicile et en France où il était transformé en héroïne avant d'alimenter le marché occidental⁴⁰.

Le Pakistan est confronté à la fois à des problèmes liés aux pays en voie de développement et aux difficultés que connaissent les pays développés. Ces problèmes d'inadaptation aux changements sociaux se caractérisent par la dégradation du tissu familial, un malaise social, l'augmentation rapide de la population, des troubles mentaux et émotionnels, l'augmentation de la violence, le terrorisme et le crime. La culture pakistanaise est en outre sujette à des changements fréquents et violents. Tous ces facteurs, auxquels s'ajoute l'accroissement de la mobilité et des migrations, sont à l'origine des différentes formes de la consommation abusive de drogues au Pakistan.

Dans les villes les contraintes sociales sont de moins en moins fortes et l'on encourage les nouvelles expériences. De plus en plus d'argent est dépensé dans les réceptions mondaines et les fêtes. Grâce aux revenus des familles travaillant à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe, les familles restées au Pakistan

³⁸ Boisson à base de chanvre

³⁹ United Nations Drug Control Programme

⁴⁰ Safdar, Sarah, *rapport*, Département de Sociologie à l'Université de Peshawar, 1998

voient soudain leur niveau de vie augmenter et la drogue devient pour de plus en plus de personnes une dépense essentielle⁴¹. Une enquête menée par la Commission Pakistanaise de Contrôle des Narcotiques en 1988 estima le nombre d'héroïnomanes à Islamabad à plus d'un million⁴².

Chapitre 2

Les causes de l'implication dans le trafic et la consommation de drogue

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DU CONSOMMATEUR ET DU TRAFIQUANT

De nombreux sociologues⁴³ et journalistes⁴⁴ ont fait des recherches sur le profil socio-économique des consommateurs de drogue au Pakistan, surtout dans les

⁴¹ Muhammad, Fateh, *A sociological study of drug trafficking with special reference to Karachi, Pakistan*, Département de Sociologie de l'Université de Karachi, 1998

⁴² Comme la plupart des estimations sur ce problème sont contradictoires, il est préférable de comprendre ce chiffre comme un ordre de grandeur et non comme une donnée précise.

⁴³ Safdar, Sarah, *rapport inédit*, Département de Sociologie à l'Université de Peshawar, 1998
Muhammad, Fateh, *A sociological study of drug trafficking with special reference to Karachi, Pakistan*, Département de Sociologie de l'Université de Karachi, 1998

grandes villes où se concentrent la plus grande partie des consommateurs. Il y a au Pakistan 3 millions de toxicomanes, dont 1,5 millions d'héroïnomanes, et ce nombre ne cesse de croître. L'épidémie d'héroïne a commencé au Pakistan en 1982⁴⁵.

Les consommateurs sont des chefs d'entreprise, des commerçants, des agriculteurs, des étudiants, des fonctionnaires, des enfants, bref des représentants de toutes les classes de la société⁴⁶. Les études les plus récentes⁴⁷ montrent que les populations consomment de plus en plus jeunes alors que les études menées dans les années 70 indiquaient que seulement 2% de la jeunesse pakistanaise consommait de l'alcool ou du charas et un nombre infime de jeunes consommait des drogues comme les amphétamines, les barbituriques et les opiacés⁴⁸. En 1980, le problème prend des proportions énormes : des jeunes de bonne famille commencent à fumer de l'héroïne⁴⁹ ou même à se l'injecter ce qui accroît le danger (impuretés dans la drogue et risque de contamination par le virus du SIDA).⁵⁰

⁴⁴ Farshori, Khalid, journaliste au *Akhbar-e-Jehan*
Kambouha, Mushtak, journaliste au *Akhbar-e-Jehan*
Sadiqi, Sultan, journaliste au *Akhbar-e-Jehan*

⁴⁵ Il n'existe pas de recensement avant 1979. Le Pakistan était alors considéré comme « heroin free country ». Cette information est bien entendue difficilement vérifiable, mais si elle s'avérait exacte, elle renforcerait l'importance du rôle joué par le conflit afghan dans le boom de l'héroïne au Pakistan.

⁴⁶ Ikram-ul-Haq, *From hasch to heroin : beware our own survival is at stake*, Anoor Printers and Publishers, Lahore, Pakistan, 1991 (p.154 chapitre 30)

⁴⁷ Muhammad, Fateh, *A sociological study of drug trafficking with special reference to Karachi, Pakistan*, Département de Sociologie de l'Université de Karachi, 1998

⁴⁸ Ikram-ul-Haq, *From hasch to heroin : beware our own survival is at stake*, Anoor Printers and Publishers, Lahore, Pakistan, 1991

⁴⁹ *ibid.* p.5

⁵⁰ *ibid.* p.155

Deux sociologues ont travaillé sur le profil du consommateur et du trafiquant, l'un à l'échelle nationale (Safdar), l'autre sur la région de Karachi (Fateh Muhammad). Ils ont tous les deux dressé un portrait socio-économique des consommateurs révélant les causes et conséquences de leur toxicomanie.

Sarah Safdar constate que la majorité des consommateurs sont jeunes, que 65 % sont illettrés, 45% issus du milieu rural, 55% du milieu urbain et qu'ils prennent des stupéfiants depuis un ou deux ans. Elle explique les causes de la consommation par la pauvreté, le chômage, la pression paternelle, les mauvaises fréquentations, l'influence des membres de la famille et des amis. Pour la plupart ils sont devenus consommateurs par hasard et le regrettent amèrement car ils sont rejetés et ont « perdu leur dignité ».⁵¹

Le sociologue Fateh Muhammad a mené une enquête à Karachi pour établir un profil des consommateurs, des trafiquants et du personnel chargé d'appliquer la loi. Il constate que l'abus de drogue à Karachi concerne pour 40% l'héroïne, pour 4% le charas, pour 8% l'alcool, et pour 44% les autres drogues. Les raisons socio-économiques des consommateurs sont les suivantes : l'échec dans la vie sentimentale (12%), solitude (12%), mauvaise compagnie (56%), influence des proches (8%), chômage (4%), pauvreté (4%), phénomène de mode (4%), raisons médicales (accroître les capacités physiques et intellectuelles, dépression, stress, plaisir, retrouver le sommeil et se détendre).

⁵¹ Safdar, Sarah p.12-14

Farshori, Khalid, article du *Akhbar-e-Jehan*, Karachi, du 9 au 15 décembre 1996

Les consommateurs se procurent la drogue par l'intermédiaire de dealers, d'amis, des pharmaciens. Ils consomment surtout au nouvel an, à l'Eid⁵², à Noël, au festival de Divali, pendant les soirées mondaines, les mariages et les anniversaires et à l'Urs⁵³.

L'environnement dans lequel les gens vivent affecte la nature et l'importance de leur consommation de drogue. Karachi, par sa situation géographique, son port et son aéroport international, est devenue une plaque tournante du trafic de drogue⁵⁴. C'est l'un des points stratégiques les plus importants de la région avec Bangkok, Singapour et Katmandou. Comme nous l'avons vu dans la première partie, 75% des routes de la drogue produite au Pakistan passe par Karachi. En outre, les cargaisons en provenance de l'Extrême-Orient, de l'Ouest ou du Moyen-Orient, transitent également par cette ville⁵⁵.

L'héroïne est la drogue la plus prisée par les Pakistanais. Le pourcentage des ventes d'héroïne par rapport aux transactions concernant l'ensemble des drogues avoisine les 75%. La part de chacune des autres substances ne dépasse pas 8%.

En ce qui concerne les trafiquants, certaines données des travaux de Fateh Muhammad semblent peu fiables, notamment en ce qui concerne l'âge moyen. Il est important d'ajouter que l'enquête s'est effectuée auprès d'un échantillon de 12 prisonniers qui se sont tous portés volontaires.

⁵² Fête marquant la fin du mois de Ramadan ou bien fête marquant la fin du pèlerinage à la Mecque

⁵³ Fête de la mort du saint

⁵⁴ Farshori, Khalid, article du *Akhbar-e-Jehan*, Karachi, du 23 au 29 août 1999 (p.60-61)

⁵⁵ Labrousse, Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991
Observatoire Géopolitiques des Drogues (OGD), *Atlas mondial des drogues*

La durée d'implication pour les trafiquants varie : elle va de 6-10 ans (25%) à moins de 5 ans (66,7%). Les personnes interrogées pouvaient donc être impliquées depuis une dizaine d'années, ce qui représente une longue période. Quoi qu'il en soit, seule l'arrestation du trafiquant met un terme à son implication dans le trafic.

Les chiffres indiquent que 58,3% des personnes interrogées sont impliquées dans le trafic de drogue pour des raisons économiques, puisque le trafic est source de profits importants et immédiats. La plupart de ces personnes (41,7%) effectuait les transactions en groupe, tandis que 25% étaient indépendants. Il est intéressant de noter qu'au moins 8% étaient soutenus par leur père et 8% par des trafiquants professionnels. 33,3% font partie de la mafia locale, 16,7% à la mafia nationale et 16,7% à la mafia internationale tandis que 25% n'étaient reliés à aucune organisation particulière, mais œuvraient pour leur propre compte. La plupart du temps, l'arrestation suffit à décourager le trafiquant.

Les trafiquants sont aussi impliqués dans diverses autres activités illégales comme le blanchiment d'argent (16,7%), le trafic d'alcool (8,3%) et les vols à main armée.

Les trafiquants eux-mêmes consomment des drogues. Il s'agit le plus souvent d'alcool (42,9%), mais aussi de dérivés de l'opium (14,3%). Leur consommation dure depuis 5-25 ans. La plupart consomme depuis 7 ans tout au plus, et leur consommation de drogue (alcool en général) correspond à la célébration de leurs succès dans le trafic. La majorité des trafiquants (66,6%) ne dévoile pas les moyens de transports utilisés, tandis que 5% déclarent utiliser des sacs. Les trafiquants gagnent généralement beaucoup d'argent. Les revenus sont si importants qu'ils ont parfois des difficultés à utiliser tout cet argent. Ils mènent généralement une vie de luxe (16,7%), achètent des propriétés (biens immobiliers), consomment des drogues

(16,7%), acquièrent un statut social élevé et favorise leurs enfants. Ils investissent principalement dans les biens immobiliers.

Le trafic de drogue est étroitement lié au crime et à la violence. Cette étude révèle que 75% des personnes interrogées pensent que la criminalité a pour cause principale le trafic de drogue.

Le travail de ces deux sociologues est très intéressant dans la mesure où il aborde de nombreux aspects comme l'histoire, la politique, la géopolitique, la sociologie, l'économie, le droit et le fonctionnement administratif, politique et juridique. Malgré la présence de nombreuses statistiques, les commentaires sont très brefs et ne permettent pas d'analyser en profondeur la situation réelle du Pakistan. Le fait que ces sondages aient été effectués auprès d'un échantillon très réduit de personnes ne permet pas de dresser un tableau complet de la situation sociale et la réalité du trafic et de la consommation de drogue ainsi que de la criminalité. Les chercheurs eux-mêmes admettent ces lacunes, surtout lors des interviews obtenus auprès des prisonniers (des problèmes avec l'administration carcérale ont rendu très difficile les interviews avec les prisonniers hommes. Les interviews concernent donc essentiellement les prisonniers femme, les chiffres ne reflètent donc pas la réalité de manière satisfaisante). Une recherche approfondie dans les milieux carcéraux les plus importantes du Pakistan se révèle donc nécessaire.

Chapitre 3

Traitement et prévention de la toxicomanie au Pakistan

LE PROBLEME DE LA DESINTOXICATION

Le Pakistan rencontre quelques difficultés à soigner les toxicomanes à cause du manque d'infrastructures, de moyens financiers, de centres appropriés et de personnel compétent. Il est très difficile pour les associations, les familles et les médecins de convaincre les toxicomanes à suivre une cure de désintoxication. La plupart du temps, ces cures sont dispensées par des cliniques privées dont les honoraires représentent 2 à 3 fois le salaire moyen pakistanaï (3 000 roupies)⁵⁶.

Depuis 1986, 100 centres de désintoxication ont été créés. De 84 à 88, environ 22 000 personnes ont été hospitalisées pour overdose. Depuis 88 Le nombre de toxicomanes ne cesse de s'accroître, alors que le nombre de centres reste constant. Les toxicomanes sont envoyés dans des services inadéquats (services psychiatriques, neurologiques...). En 88, le plus grand hôpital psychiatrique de Karachi « Agha Khan Hospital » a soigné plus de 937 toxicomanes⁵⁷. Dans les quatre principaux hôpitaux gouvernementaux de Karachi qui avaient soignés seulement 30 patients en 82, 5 000 patients se sont présentés en 88 et parmi eux, 1500 ont été refusés. Le plus grand hôpital de Karachi a battu le record du nombre de cures avec 2 044 patients⁵⁸. A Lahore, en 1988, 2 000 toxicomanes se sont

⁵⁶ Farshori, Khalid, article du *Akhbar-e-Jehan* du 9 au 15 décembre 1996
Ikram-ul-Haq, *From hash to heroin : beware our own survival is at stake*, Anoor Printers and Publishers, Lahore, Pakistan, 1991 (p.134)

⁵⁷ Ikram-ul-Haq, *ibid.*

⁵⁸ *ibid.* p.134

présentés dans les hôpitaux de la ville. Seules 1 000 personnes ont pu être admises pour recevoir des soins.

Le rapport de Rawalpindi et d'Islamabad est le plus inquiétant. Dans la capitale fédérale, seulement 156 patients dont la majorité était des adolescents ont pu bénéficier de traitements intensifs de désintoxication de l'héroïne en 1988. Les problèmes augmentent dans des villes moins importantes comme Quetta et Multan où plus de 400 patients ont reçu un traitement en 1987.

On constate que la majorité des hôpitaux publics ne possède pas de service spécialisé pour la désintoxication. Les internes y vendent des doses au prix fort et les 203 ONG se déclarant lutter contre la drogue et travailler pour le bien-être des consommateurs n'arrivent pas à juguler cette tendance en raison du prix très élevé des hôpitaux spécialisés dans la désintoxication qu'ils recommandent.⁵⁹

Il serait intéressant de connaître le budget consacré pour chaque hôpital au service de désintoxication quand il existe, connaître les compétences réelles du corps médical dans ce domaine, de connaître le prix d'une cure de désintoxication, de savoir en quoi elle consiste, et en quoi les structures diffèrent des autres pays.

⁵⁹ Article du *Weekly Akhbar-e-Jehan*, Karachi, de la semaine du 9 au 15 décembre 1996

DEVELOPPEMENT DU TRAITEMENT ET DE LA REHABILITATION DES TOXICOMANES AU PAKISTAN

Jusqu'à très récemment, la toxicomanie n'était pas reconnue comme une maladie au Pakistan. Les toxicomanes, qui demandaient un minimum de fonds pour se voir administrer des traitements ne soulevaient guère la sympathie que l'on accordait aux autres malades. Les médecines traditionnelles des « hakims » et des « siniasis⁶⁰ » restaient leur principale issue.

En 1976 le PNCB⁶¹ lança un programme sur 5 ans (1976-81) pour construire des centres pilotes de traitement dans tout le pays. Auparavant non seulement les structures médicales et le personnel des centres de désintoxication étaient rares, mais les généralistes n'étaient pas du tout qualifiés pour soigner la toxicomanie. En juillet 1977 il n'existait que 3 petits centres de désintoxication à Peshawar, Karachi et Hyderabad. Mais ce fut après la promulgation du Prohibition Order (Enforcement of Hadd) en 1979 que le développement de structures adéquates devint impératif. La même année s'ouvrait à Lahore un grand centre de traitement, de réhabilitation et de recherche. A la fin de 1981, les centres étaient au nombre de 9. En 1982 s'ouvrirent 12 nouveaux centres. Bientôt, 27 centres de désintoxication fonctionnaient au Pakistan pour faire face à une population de toxicomanes s'élevant selon les estimations à 100 000. Le tableau suivant montre le nombre de centres existant pour chaque province mis en relation avec le nombre estimé de toxicomanes.

⁶⁰ Renonçant

⁶¹ Pakistan Narcotics Control Board

Nombre de centres de traitement et de désintoxication et population de toxicomanes⁶²

Province	Nbre de centres	nbre de toxico en 1982	nbre d'héroïnomanes en 1983 ⁶³
Punjab	7	73 641	22 000
Sindh	9	268 968	42 000
NWFP	5	243 392	16 000
Balouchistan	3	51 241	16 000
Zone du nord	3	NC	NC

La capacité d'accueil de ces centres n'est pas connue, mais étant donné le nombre de toxicomanes, elle n'est guère suffisante pour offrir le nombre de traitements suffisant.

⁶² Ashraf, Malik Mohammad, *Menace of opiate abuse in Pakistan*, Islamabad, Pakistan, 1987

⁶³ *National Survey of drug abuse*, PNCB, Islamabad, 1984

Cet aspect primordial de la toxicomanie n'a pas reçu l'attention adéquate aussi bien au niveau national qu'au niveau international. L'INCB⁶⁴ observait que « les programmes actuels de traitement (au Pakistan) ont été accomplis avec des ressources minimales et avec très peu d'aide financière externe ».

⁶⁴ International Narcotics Control Board (Bureau International du Contrôle des Narcotiques)

LA PREVENTION

La prévention se fait sous différentes formes : colloques, séminaires, discours de sensibilisation dans les universités et les lycées, interventions des législateurs, des membres des institutions répressives, gouvernementales, des douanes et de la police, multiplication de débats sur ce thème à la TV, production de séries télévisées, articles de journaux et de magazines de plus en plus nombreux avec photos à l'appui représentant des individus qualifiés par les journalistes de « morts-vivants »⁶⁵, On constate également une augmentation du nombre de publicités de cliniques privées dans les magazines expliquant la toxicomanie et ses différents effets ainsi que les moyens de lutter contre ce fléau. Ces publicités mettent en scène des cas réels ou fictifs de malades soignés dans leur établissement.

A partir de certains articles, on peut étudier la manière d'intervention des différents acteurs.

Le *Weekly Akhbar-e-Jehan* de la semaine du 29 juillet au 4 août 1996 (p. 60), publie un article concernant un concours de discours de sensibilisation organisé entre les différents collèges montrant que les collèges et universités ont réagi face au fléau. L'article rappelle que l'utilisation des drogues et son commerce est un problème grave de notre siècle et menace le monde entier. Les drogues agissent comme un poison sur les nouvelles générations qui, en consommant, s'enfoncent comme dans des sables mouvants paralysant leurs capacités physiques et psychologiques.

⁶⁵ Article paru dans le *Akhbar-e-Jehan* de la semaine du 9 au 15 décembre 1996

Le ministère de l'éducation nationale pakistanais a organisé des concours dans les grandes villes sur le thème « la drogue est le plus grand fléau de notre siècle » afin de sensibiliser et intéresser la jeune génération à ce problème. Un membre du parlement présent en tant que jury à ce concours a déclaré qu'il était du devoir de chaque citoyen de faire « Jihad » contre ce fléau de manière à ce que la lutte soit efficace. Il a précisé que la demande croissante des drogues avait développé un marché générateur de bénéfices, c'est pourquoi le commerce illégal des stupéfiants augmente de jour en jour. Il a cité l'ordonnance de 1996 qui donne plus de pouvoir aux institutions luttant contre les stupéfiants et l'existence de la peine de mort pour les trafiquants. Il a conseillé aux étudiants participant au concours et présents lors de cette journée de se tenir à l'écart du monde de la drogue et leur a demandé de dissuader les autres, leur rappelant que cela était un devoir civique et religieux... Au cours de l'une de ces journées, l'épouse du ministre chargé de la région du NWFP en 1996 a déclaré que pour lutter contre le trafic de stupéfiants, le Pakistan était toujours prêt à s'allier avec d'autres pays, car il était de son devoir de sauvegarder le bien être et l'avenir de sa jeunesse... Elle a également conseillé aux étudiants de participer activement à lutter contre ce fléau en sensibilisant leur entourage.

Dans un autre article publié par le *Daily Jang Lahore* du 26 août 1996, un commissaire déclarait à l'occasion de la révision annuelle du comité de lutte contre les stupéfiants qu'il fallait mettre en oeuvre des techniques médicales plus efficaces pour dissuader les toxicomanes à sortir de leur dépendance envers la drogue et pour éviter au maximum les risques de rechute. Il faut leur permettre de devenir de bons citoyens et les aider à se réinsérer dans la vie sociale... Au cours de cette journée, il a été dit que les stupéfiants détruisaient la nouvelle génération. Il est devenu impératif pour tout le monde de dénoncer les trafiquants pour que des sanctions

exemplaires soient prises contre eux. Pour encourager les fonctionnaires de police (souvent accusés de corruption et de lenteur administrative) à agir rapidement, le gouvernement a distribué des primes et accordé des promotions à ceux qui avaient fait des saisies intéressantes ou à capturer des trafiquants⁶⁶.

On constate que dans tous les discours prononcés par les fonctionnaires, les parlementaires, le mot « Jihad » est prononcé à plusieurs reprises, ceci afin de donner plus d'importance au problème. Il devient donc un devoir civique et religieux pour tout pakistanais d'éradiquer ce fléau, devenu anti islamique. Ces articles pour la plupart ont été publiés en 1996, époque où les étudiants connaissaient de plus en plus de problèmes liés à la drogue dans leur établissement. C'est aussi à cette époque que les cliniques privées et autres institutions ont commencé à faire de la publicité pour leurs centres de désintoxication.

Voici deux encarts publicitaires pour une clinique privée parus dans le Weekly Akhbar-e-Jehan de la semaine du 17 au 23 novembre 1997 et dans celui de la semaine du 16 au 22 mars 1998.

⁶⁶ Article du Daily Nawa-i-Waqt du 20 novembre 1996

انٹرنیٹ یا ٹیلیفون پر رابطہ کریں



نشے میں کہیں وہ تہا نہ رہ بائے!

مریض نشہ کرتا رہے تو یہ بیماری بڑھتی رہتی ہے۔ کبھی نشے میں دھمت ہو کر وہ ہوش و حواس کو دیتا ہے۔ نشے میں ہونے والے حادثات سے بھی زندگی خطرے میں رہتی ہے۔ علاج کے بغیر یہ بیماری سو فیصد جان لیوا ہے۔ مریض اکثر کہتا ہے کہ میں جب چاہوں نشہ چھوڑ سکتا ہوں لیکن چھوڑتا نہیں۔ آپ اس کا نشہ کنٹرول کرنے کی کوشش میں کامیاب نہیں ہوتے۔ کبھی خود کو زخمی کر لیتا ہے اور کبھی خود کشی کی دھمکیاں دیتا ہے۔ نشے میں رکاوٹ ڈالیں تو وہ تشدد پر اتر آتا ہے۔

نشے کی بیماری میں گھریلو نوٹس نہیں چلتے، باقاعدہ علاج ضروری ہے جبکہ مریض ایک ایسے بچے کی طرح علاج کو نالازم سمجھتا ہے جو اسکول نہیں جانا چاہتا۔ جس طرح چند دن

بعد بچے کا دل لگ جاتا ہے اسی طرح مریض میں بھی دوران علاج نشہ چھوڑنے کی خواہش پیدا ہو جاتی ہے۔ بعد میں بھی مریض اس بات پر خوشی کا اظہار کرتے ہیں کہ ان کے اہل خانہ نے علاج کا دانشمندانہ فیصلہ کیا۔ صداقت کلینک کا آغاز ۸۲ء میں ہوا۔ نتیجے میں ان مکتبہ تباہ حال زندگیاں سنبھل گئیں اور سینکڑوں گھریلو نوٹس بچ گئے۔ آج صداقت کلینک ایک تسلیم شدہ راہنہ ادارہ ہے۔ یہاں علاج کی مدت تین ماہ ہے اور مریض کو گھر سے لانے کی ذمہ داری بھی قبول کی جاتی ہے۔ نشے سے متاثرہ خاندانوں کی خدمت ہم عبارت سمجھ کر کرتے ہیں، نتیجے میں بحالی کے معجزے برپا ہوتے ہیں۔ آخر نشہ آپ کے پیارے کامقدر کیوں رہے؟

صداقت کلینک
(مرکز علاج منشیات)

مری
ڈن لیجھ کارٹ روڈ
اسلام آباد
عظیم پلازہ بلو ایریا
822044

411702
411707

کراچی
A-1/29 ناظم آباد
6687025
6687026

لاہور
203 - شاد باغ
7283232
7281166

Le premier a pour titre « Qu'ils ne restent pas seuls durant leur toxicomanie ».

« Si le malade continue à consommer, son état s'aggrave. Sous l'effet de la consommation, il perd ses esprits et les accidents occasionnés en conséquence sont mortels. Sans soins, la maladie peut lui ôter la vie. Le malade a pour habitude de dire que s'il le désirait, il pourrait s'arrêter de consommer, mais il n'y renonce pas, et vous, vous n'arrivez pas à contrôler sa consommation. Parfois, il se blesse, parfois il menace de se suicider et si vous intervenez, il devient violent. On ne peut faire une cure de désintoxication par des remèdes de grand-mère. Il faut une cure adéquate. Le malade, comme un enfant qui ne va pas à l'école, invente des excuses au début, mais après quelques jours, il s'y habitue. Le malade ne ressent plus l'envie de consommer durant sa cure et plus tard il remercie sa famille d'avoir pris la décision de lui offrir une cure.

La clinique Sadaqat a été créée en 1986. Elle a permis de sauver des centaines de vies et de foyers. Aujourd'hui, elle est une institution reconnue. La durée de cure est de trois mois et la clinique accepte la responsabilité d'emmener le malade de son domicile. Le fait d'aider les familles affectées par la toxicomanie représente pour nous l'accomplissement d'une prière en contre partie de laquelle le miracle apparaît sous forme de guérison. »

Dans ce texte, accompagné d'une photo d'un toxicomane debout dans un coin, isolé, l'air démuni et pensif, la clinique a voulu montrer l'état physique et psychologique d'un toxicomane qui a besoin d'être pris en charge financièrement et psychologiquement. Pour prouver ce fait le personnage projette une ombre de lui-même sur le point de se suicider. Cette ombre se trouve à l'arrière plan.

Toute cette mise en scène est destinée à toucher la famille et à la convaincre de l'aider. Le titre même du texte est révélateur.

La famille pakistanaise est soudée et prend en charge ses membres même après leur majorité et leur indépendance. Par conséquent, elle se sent responsable à chaque fois que la personne se trouve en difficulté. De plus, on sait parfaitement que le toxicomane ne peut agir de son propre chef. La famille est donc dans bien des cas la seule capable de prendre ce genre de décision.

La clinique fait remarquer qu'on ne se soigne pas avec des remèdes de grand-mère ce qui est une remise en cause des méthodes médicinales traditionnelles.

Une deuxième publicité est publiée deux ans après et l'on peut constater un changement de stratégie.

نشے سے بحالی کی یہ شمع جلتی رہے!

جاوید ان ہزاروں نوجوانوں میں سے ایک ہے جو کبھی اپنی رگوں میں نشے کا زہر اندیل رہے تھے لیکن آج بحال پانے کے بعد زندگی کی مانگ میں سینڈھور بھر رہے ہیں۔ صداقت کلینک میں علاج ان کی زندگی میں یہ خوشگوار انقلاب لایا۔ جاوید اس تجربے کو معجزہ قرار دیتا ہے۔

مریض نشہ کرتا رہے تو بیماری بڑھتی ہے۔ اس میں گھریلو ٹوٹکے نہیں چلتے، باقاعدہ علاج کی ضرورت ہوتی ہے۔

صداقت کلینک کا آغاز ۱۹۸۲ء میں ہوا، نتیجے میں ان گنت تباہ حال زندگیاں سنبھل گئیں اور سینکڑوں گھر ٹوٹنے سے بچ گئے۔ آج صداقت کلینک ایک تسلیم شدہ راہنما ادارہ ہے۔ علاج کی مدت تین ماہ ہے اور مریض کو گھر سے لانے کی ذمہ داری بھی قبول کی جاتی ہے۔ نشے سے متاثرہ خاندانوں کی خدمت ہم عبادت سمجھ کر کرتے ہیں۔

آخر نشہ آپ کے بچے کا مقدر کیوں رہے؟

صداقت کلینک
(مرکز علاج منشیات)

لاہور

203- شاہباغ

7283232

7281166

7281866

کراچی

A-1/29 ناظم آباد 1

6687025

6687026

مری

ڈن لیجھ کارٹ روڈ

411702

411707

اسلام آباد

عظیم پلازہ بیو ایریا

822044

Dans la première image, le jeune homme à l'arrière plan se trouve dans un coin isolé. Dans la deuxième, le personnage a un nom, il vient de suivre sa cure de désintoxication et respire la santé : la clinique a changé sa vie. Le titre est révélateur d'un certain optimisme : « *Que la flamme continue à alimenter le retour à la vie* ».

« Javed est parmi ses milliers de jeunes qui vivaient avec un poison dans les veines mais qui aujourd'hui, guéri, profite complètement de la vie. La clinique Sadaqat lui a permis d'apporter ce changement agréable dans sa vie. Javed considère cette métamorphose comme un miracle.

Si le malade continue à consommer, la maladie s'aggrave. On ne peut pas y faire face en utilisant des remèdes de grand-mère, il faut une cure adéquate.

La clinique de Sadaqat a été créée en 1986. Elle a sauvé des centaines de vies et de foyers. Aujourd'hui, la clinique Sadaqat est une institution reconnue. La durée de cure est de 3 mois. La clinique se propose d'emmener le malade de son domicile car pour elle le fait d'aider les familles affectées par la toxicomanie représente l'accomplissement d'une prière en contre partie de laquelle le miracle apparaît sous forme de guérison. Pourquoi la toxicomanie devrait être l'avenir de votre enfant ? »

Le toxicomane est montré de manière à mettre en relief sa joie de vivre, son avenir semble brillant, et tout cela il le doit à sa cure de désintoxication. Il écrase sous ses pieds son passé, l'ombre de l'ancien toxicomane qui tentait de se suicider.

En outre, le message préventif présent dans la première publicité disparaît dans la seconde. L'horreur de la maladie est complètement occultée, on ne met plus en garde contre un fléau social. Au contraire, celui-ci semble accepté et l'accent porte sur l'efficacité supposée de la clinique.

Dans toutes les publicités concernant cette clinique, le personnage est souvent un homme. La famille est montrée également comme une victime. Les enfants et les femmes ne sont pas du tout évoqués alors qu'ils représentent une part des toxicomanes non négligeable.

Dans le *Dawn* du 28 mai 1999, Mairaj A. Ariff, directeur du Drug Abuse Project Resource Centre (DAPRC) pour le compte du ministère de l'intérieur déclarait que le nombre de toxicomanes a augmenté de manière alarmante de 7% par an. Monsieur Ariff a déclaré que la population devait être alertée par le biais des médias, de la littérature, d'affiches mettant en avant des plaidoyers personnels ou de groupes.

Il a déclaré que 10 équipes mobiles seraient formées pour informer la population et pratiquer des diagnostics médicaux ; le corps enseignant sera lui aussi formé. Un institut de recherche appliquée en psychologie des drogues sera ouvert. Les membres de l'ANF⁶⁷ ont déclaré que des centres de désintoxication et de réhabilitation seront ouverts dans tous les hôpitaux de district et des programmes de traitement mis en place dans les prisons.

En ce qui concerne la lutte anti-drogue et le blanchiment d'argent de nouveaux équipements de détection, de nouvelles armes et de nouveaux véhicules seront utilisés.

Des séminaires regroupant divers leaders religieux seront organiser pour qu'ils prennent part de manière plus active dans cette stratégie de prévention.

Un concours d'affiche sera organisé sur ce thème.

⁶⁷ Anti Narcotics Force

Le directeur du DAPRC a annoncé la réalisation d'une série télévisée de 6 épisodes pour la fin 1999 en collaboration avec le département des narcotiques de l'ambassade américaine.

PROJET

Dans les documents étudiés⁶⁸ dans ce DEA on trouve très facilement les données historiques et géopolitiques, mais les données socio-économiques sont partielles et très peu commentées. On ne peut pas comparer la situation socio-économique du Pakistan, pays islamique et fortement influencé par la tradition avec les autres narco-états, car dans les documents étudiés, les auteurs, sauf quelques journalistes⁶⁹, ne décrivent pas la réalité des problèmes sociaux, des problèmes rencontrés quotidiennement par les trafiquants, les consommateurs, les familles de consommateurs. Les travaux de sociologues⁷⁰ mettent en avant les causes du trafic et de la consommation mais sans les analyser en profondeur. On ne peut donc juger par ces lectures de la spécificité du Pakistan par rapport à d'autres pays. Les rapports des organismes internationaux⁷¹ couvrent tous les domaines (historique, politiques, géopolitique, aspects sociaux), mais ne font que des comparaisons de chiffres d'une année sur l'autre. Se pose en outre le problème de la fiabilité des rapports officiels. Le travail des ONG pakistanaïses peut également être critiqué, car selon certains journalistes, il s'agit d'ONG fictives qui détourneraient les fonds qui

⁶⁸ Rapport UNDCP, *Programme de contrôle des drogues pour le Pakistan : projet de développement du district de Dir*, Vienne, 1998

Safdar, Sarah, *Rapport inédit*, Département de Sociologie de l'Université de Peshawar, 1998

Muhammad, Fateh, *A sociological study of drug trafficking with special reference to Karachi, Pakistan, an international research project on the economic and social transformations connected with drug trafficking*. Cette étude n'a pas encore été publiée.

⁶⁹ Farshori, Khalid, journaliste au *Akbar-e-Jehan*, article du magazine daté du 23 au 29 août 1999 et celui du 9 au 15 décembre 1996

Kambouha, Mushtaq, journaliste au *Akhbar-e-Jehan*, article du 6 au 12 avril 1992

⁷⁰ Muhammad, Fateh, professeur à l'université de Karachi au département de sociologie

Safdar, Sarah, professeur au département de sociologie de l'université de Peshawar

⁷¹ Rapport United Nations International Drug Control Program for Pakistan (UNDCP)

Rapport du International Narcotics Control Strategy de 1997
(http://www.state.gov/www/global/narcotics_law/1997_narc_report/swasi97.html)

leur sont alloués. Les journalistes⁷² critiquent également les autorités qui pourraient très facilement mettre un terme à une grande partie du trafic, la plupart des filières étant parfaitement connues des différentes administrations. Les faibles moyens débloqués pour la lutte anti-drogue sont eux aussi critiqués⁷³. Il serait intéressant de connaître la part de l'aide financière internationale reversée par le gouvernement pakistanais à chaque service luttant contre le trafic de drogue et assurant la prévention. Cela permettrait de connaître la part prélevée par les ONG pour leur propre bénéfice et quelle est la part réellement utilisée pour la prévention et la lutte anti-drogue. Il y a des réunions annuelles des ONG et des associations⁷⁴ travaillant sur les drogues au cours desquelles des bilans sont effectués. Ces ONG ne sont pas toutes très connues et il est difficile de connaître leur fonctionnement interne pour juger de leur efficacité sur un plan administratif et en ce qui concerne leur travail sur le terrain. La rencontre avec ces ONG peut se révéler très riche en enseignements car cela permettrait de connaître leur fonctionnement et d'établir un profil type des bénéficiaires de leurs services (leur âge, leur milieu social, leur milieu familial, les causes de leur dépendance...). On pourrait également savoir quels sont les lieux où elles sont les plus actives et quels sont les moyens utilisés pour aider les toxicomanes. Le gouvernement, vient de lancer une campagne pour sensibiliser la population sur le problème de drogue,⁷⁵ utilisant les médias pour support, un concours d'affiches, la littérature. Le directeur du Drug Abuse Project Resource Centre, Mairaj A. Ariff, déclare qu'il est nécessaire d'agir et pour cela, le gouvernement a débloqué 2,8 milliards de roupies. Dix équipes mobiles seront formées pour donner des informations sur les drogues dans les entreprises, les écoles, et vont former les enseignants. Rien de tel n'avait été fait avant sinon quelques concours dans des établissements scolaires. Jusqu'à aujourd'hui, les campagnes de prévention gouvernementales n'ont pas eu d'impact spectaculaire. Quelques publicités préventives et proposant des cures de désintoxication dans des

⁷² Farshori, Khalid, article du *Akhbar-e-Jehan* daté du 23 au 29 août 1999 et celui du 9 au 15 décembre 1996

⁷³ Interview du sociologue Fateh Muhammad avec le personnel chargé d'assurer la prévention et la lutte contre le trafic de drogue (p.43-46)

⁷⁴ Quotidien *Jang* de Rawalpindi du 29 octobre 1998

⁷⁵ *Dawn International Edition* du 28 mai 1999 ([www. Dawn.com](http://www.Dawn.com))

cliniques privées sont publiées dans les journaux⁷⁶ mais aucun document officiel de prévention ne sont diffusés par les médias. Il existe quelques séries télévisées abordant le problème de la drogue et ses effets sur la société. Ces séries télévisées sont soit diffusées sur les chaînes publiques ou privées mais ne sont pas l'initiative du ministère de la santé ou de l'audiovisuel. Elles ont beaucoup de succès comme toutes les séries et peuvent être objet de dissuasion car les rôles représentent des personnages en pleine déchéance, abandonnés de leurs proches et rejetés par la société. Ces séries sont traitées d'un point de vue à la fois social et médical. Social car le consommateur ou le trafiquant déshonore sa famille et médical car il détruit sa santé et celle de ses proches qui sont psychologiquement atteints.

Les cures de désintoxication ont un coût très élevé et ne s'effectue pas toujours dans les meilleures conditions (surtout dans les lieux publics où les malades ne sont pas traités dans les services appropriés et parfois partagent les mêmes chambres que les malades mentaux, et où des infirmiers leur revendent même parfois de la drogue, ce qui ne facilite pas leur guérison).

Après toutes ces observations faites à partir des études de documents, deux axes peuvent être envisagés pour une recherche de doctorat :

- la place du trafiquant et du consommateur dans la société pakistanaise
- le traitement des malades.

La situation des trafiquants et des consommateurs est connue, de nombreux travaux ayant été effectués. Ceux-ci cependant ne fournissent que des statistiques et très peu de commentaires sur les causes et les conséquences de leur implication dans le milieu de la drogue. Un travail de terrain permettrait d'approfondir ces données de base. En interviewant les consommateurs dans les milieux hospitaliers, dans les cliniques et dans les rues, et d'avoir des informations sur les trafiquants par les anciens consommateurs, par les policiers, par les douanes, par les ONG, par les agences luttant contre le trafic de drogue et éventuellement par des visites dans les milieux carcéraux. Les douanes et les autres officiers luttant contre la drogue peuvent également fournir des informations intéressantes sur les chiffres des saisies.

⁷⁶ *Akhbar-e-Jehan* du 17 au 23 novembre 1997 et du 16 au 22 mars 1998

Dans les travaux étudiés dans ce DEA je n'ai trouvé qu'un article de journal⁷⁷ traitant l'implication des enfants dans le trafic et dans la consommation. Ma recherche me permettra de m'intéresser plus à ces enfants et de découvrir les raisons de leur appartenance à ce milieu illégal et dangereux pour leur avenir et leur santé. La visite des cliniques et hôpitaux permettra de faire un rapport sur l'efficacité des soins ainsi que sur le pourcentage réel de rechute. Le nombre d'hôpitaux et de cliniques proposant des cures de désintoxication pourra être évalué. Le problème du traitement est très important au Pakistan, car l'absence de soins est synonyme d'exclusion. Le toxicomane qui n'a pas la volonté de faire lui-même l'effort de se soigner est souvent abandonné à lui-même. Les familles imposent à leurs proches de ne plus avoir de liens avec cette personne, celui-ci n'étant plus fréquentable. La recherche sur le terrain permettra d'étudier cette réalité.

⁷⁷ *Akhbar-e-Jehan* du 9 au 15 décembre 1996

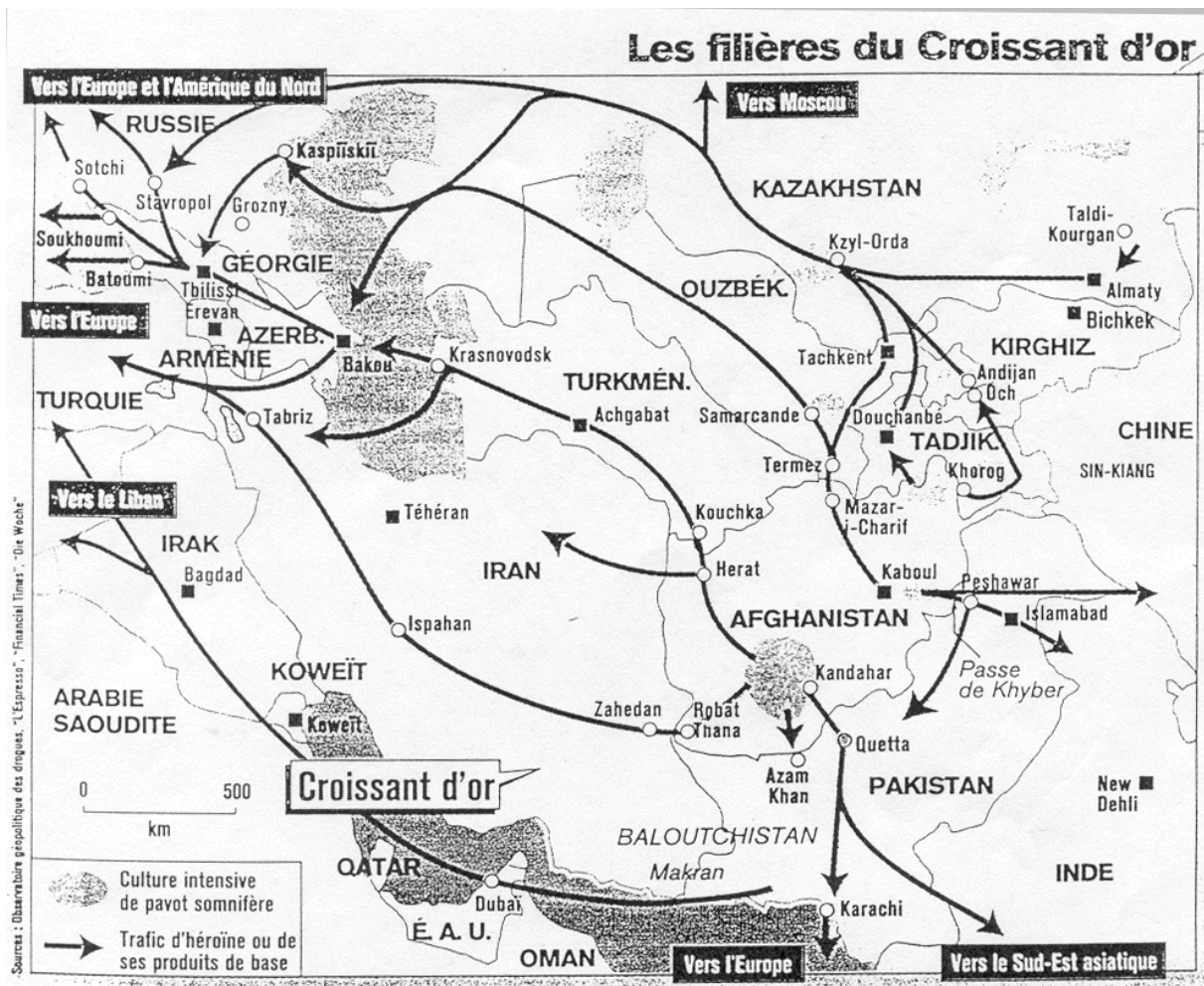
ANNEXES

ROUTES DE LA DROGUE

La production de pavot et les routes de l'héroïne au Pakistan

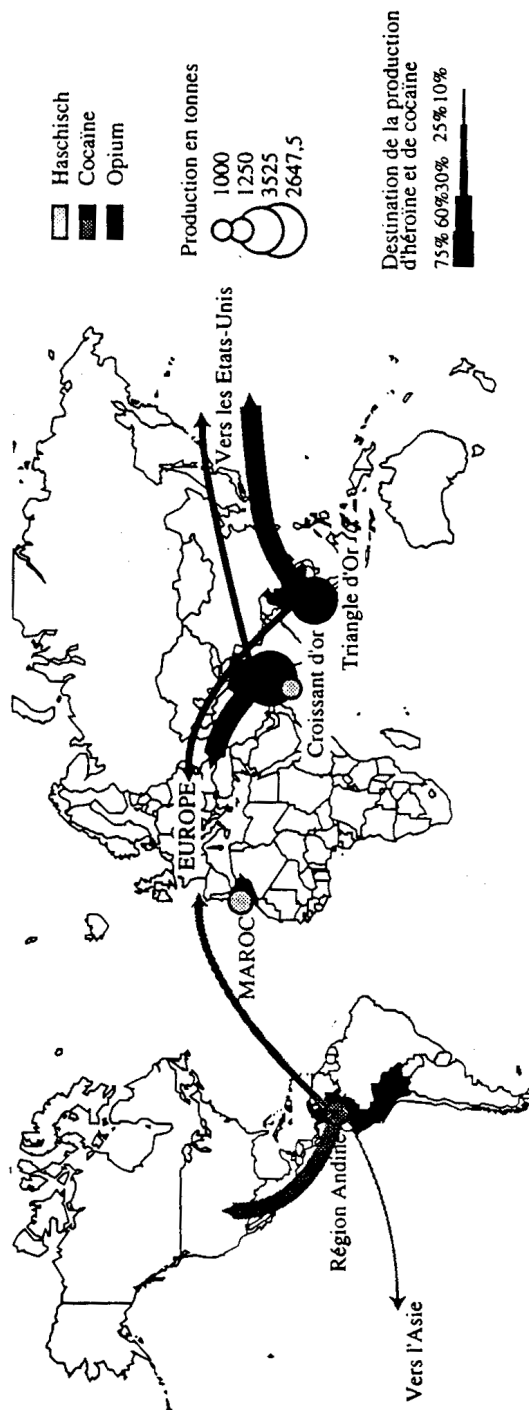


Source : La drogue, l'argent et les armes, Fayard 1991.



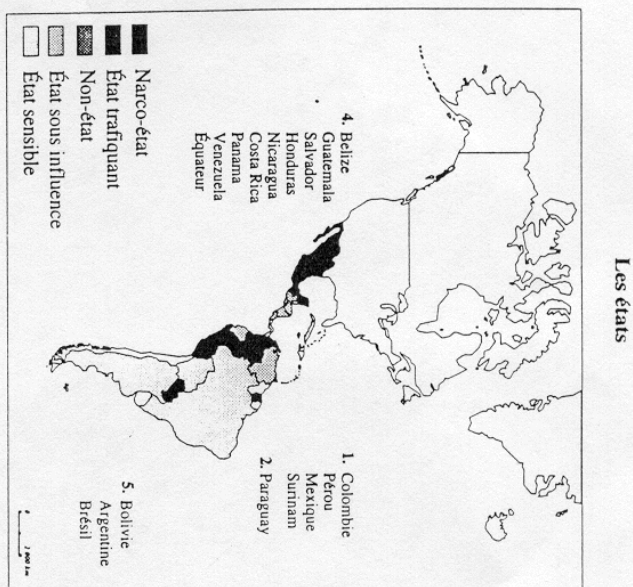
PRODUCTION

Les principaux centres de production de drogues



Sources : OGD in "Historiens et Géographes", n° 346, décembre 1994.

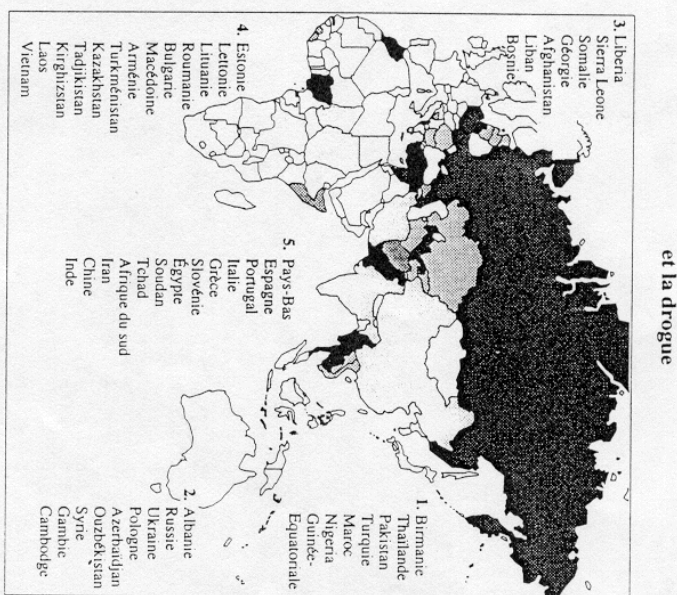
NARCO-ETATS



1. **NARCO-ÉTAT** : pays dans lequel l'État ou un secteur de l'appareil d'État est impliqué dans le trafic et/ou utilise les profits du trafic de drogues.

2. **ÉTAT TRAFIQUANT** : pays dans lequel l'État ou un secteur de l'appareil d'État se livrent à toutes sortes de trafic, y compris le trafic de drogues.

3. **NON ÉTAT, territoire de trafic** : pays dans lequel le gouvernement ne contrôle pas le territoire sur lequel se déroule le trafic de drogues.

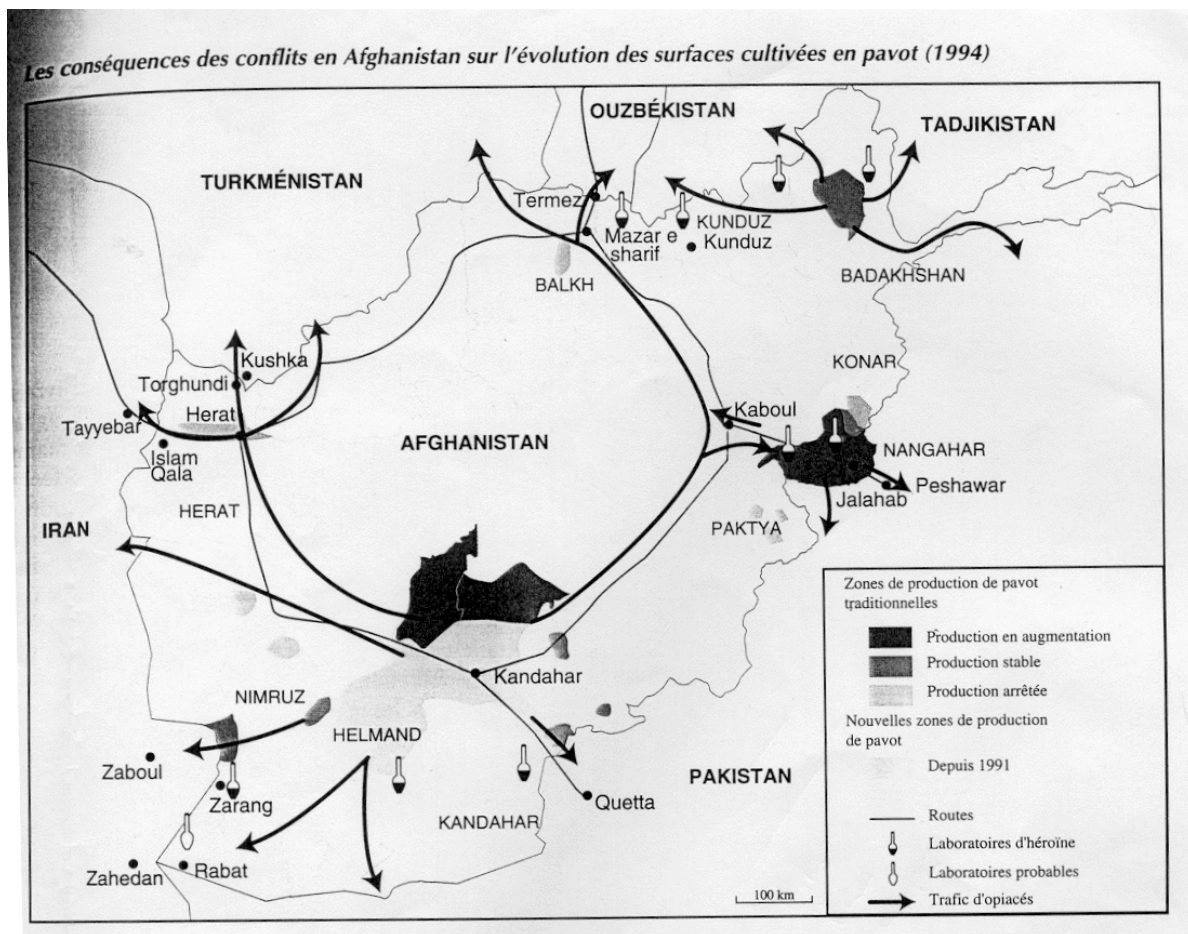


4. **ÉTAT SOUS INFLUENCE** : pays dans lequel des membres de l'appareil d'État sont impliqués à titre individuel dans le trafic de drogues à tous les niveaux.

5. **ÉTAT SENSIBLE** : pays qui reçoit de front ou côtoie le trafic de drogues, et qui est menacé de devenir un État sous influence.

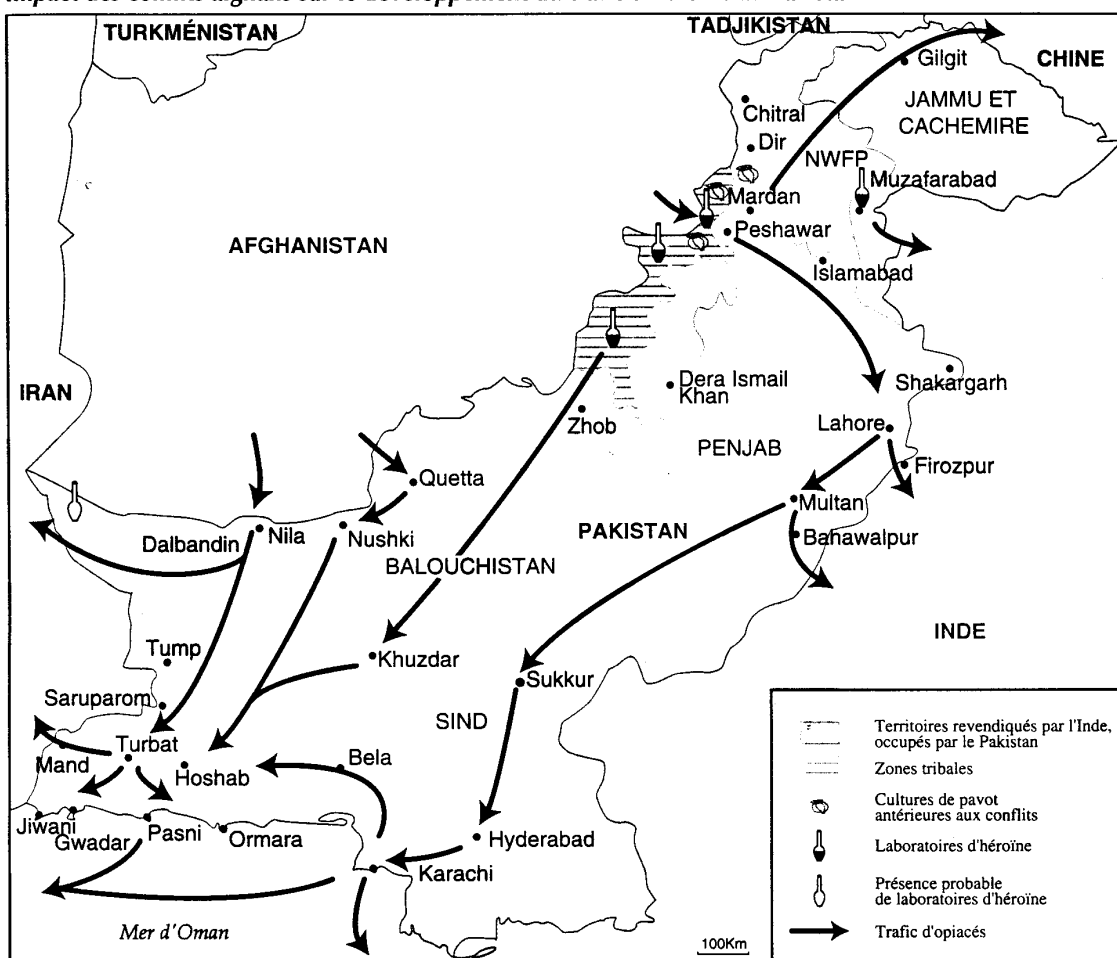
Sources : OGD

IMPACT DU CONFLIT AFGHAN SUR LE TRAFIC DE DROGUE



Source : Atlas Géopolitique des drogues – OGD – 1996

Impact des conflits afghans sur le développement du trafic d'héroïne au Pakistan



Source : Atlas géopolitique des drogues – OGD - 1996

SIGLES

ADI : Alliance Démocratique Islamique

ANF : Anti Narcotics Force (Force Anti-drogue)

ANTF : Anti Narcotics Task Force (Forces Spéciales Anti-drogue)

DAPRC : Drug Abuse Project Research Centre (Centre de Recherche sur la consommation de drogue)

DEA : Drug Enforcement Agency (Agence chargée de l'application des lois anti-drogue)

DDDP : Dir District Developpement Project (Projet de Développement du District de Dir)

FATA : Federally Administrated Tribal Areas (Zones Tribales Administrées par le Gouvernement Fédéral)

FIA : Federal Investigation Administration (Administration Fédérale d'Investigation)

IJI : Islami Jamhourī Ittihad

JNTF : Joint Narcotics Task Force (Forces Spéciales Anti-drogue)

JTFI : Joint Task Force Investigation (Forces Spéciales d'Investigation)

MQM : Muhajir Qaumi Movement

NCD : Narcotics Control Division (Division du contrôle des Narcotiques)

NWFP : North-West Frontier Provinces (Provinces de la Frontière du Nord-Ouest)

OGD : Observatoire Géopolitique des Drogues

PATA : Provincially Administrated Tribal Areas (Zones Tribales Administrées par le Gouvernement Provincial)

PNCB : Pakistan Narcotics Control Board (Bureau du Contrôle des Narcotiques Pakistanais)

PPP : Parti du Peuple Pakistanais

SDEP : Special Development and Enforcement Plan (Plan Spécial de Développement et d'Application de la Loi)

UNDCP : United Nations Drug Control Programme (Programme de Contrôle des Drogues des Nations Unies)

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DIVERS

Ashraf, Malik Muhammad, *Menace of opiate abuse in Pakistan*, Pakistan Narcotics Control Board, Islamabad, Pakistan, 1987

Atlas Mondial des Drogues, *L'industrie de l'héroïne au Pakistan*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, PUF, septembre 1996

Coran

Ikram-ul-Haq, *Pakistan from hasch to heroin*, Annoor Printers and Publishers, Lahore, Pakistan, 1991

Labrousse, Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991

RAPPORTS GOUVERNEMENTAUX ET D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Dépêches internationales des drogues n°52 (février 1996), n°43 (mai 1995), n°35 (septembre 1994)

International Conference of Narcotics Law Enforcement, PNCB, Islamabad, Pakistan, 1989

National Survey of Drug Abuse (Enquête Nationale sur la Consommation de Drogues), PNCB, Islamabad, Pakistan, 1984

Rapport annuel du ministère des Affaires Etrangères américain de 1997, *Narcotics Control International Strategy* (Stratégie Internationale du contrôle des Narcotiques)

Rapport de l'Observatoire Géopolitique des drogues (OGD), *La production illicite et le trafic de drogue au Pakistan*, janvier 1992

Rapport OGD, *La drogue dans les rapports Nord/Sud*

Rapport OGD, *La drogue au service du Jihad*, juin 1997

Rapport United Nations Drug Control Programme, *Programme de contrôle des drogues pour le Pakistan : projet de développement du district de Dir*, Vienne, 1998

THESE

Syed, Imran Akbar, Géopolitique des narcotiques en Asie du Sud-Ouest de la période coloniale à nos jours, *DEA de Géopolitique*, année universitaire 1993-94

OUVRAGES DE SOCIOLOGUES

Muhammad, Fateh, *A sociological study of trafficking with special reference to Karachi, Pakistan*, Département de Sociologie de l'Université de Karachi, 1998

Safdar, Sarah, *rapport inédit*, Département de Sociologie de l'Université de Peshawar, 1998

ARTICLES DE PRESSE

Akhbar-e-Jehan du 9 au 15 décembre 1996, du 17 au 23 novembre 1997, du 16 au 22 mars 1998, du 23 au 29 août 1999 (articles de Khalid Farshori, Mushtak Kambouha et Sultan Sadiqi)

Daily Nawa-i-Waqt du 20 novembre 1996

Dawn International Edition du 28 mai 1999